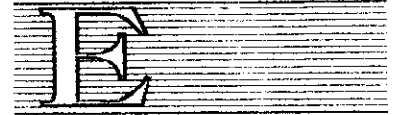




**NATIONS UNIES**

**CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

S6374



Distr.: LIMITEE

E/ECA/CM.22/L  
8 mai 1996

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Trente et unième session de la Commission/  
vingt-deuxième réunion de la Conférence  
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)  
6-8 mai 1996

**PROJET DE RAPPORT**



**NATIONS UNIES**

**CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr.: LIMITEE

E/ECA/CM.22/L  
8 mai 1996

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

---

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Trente et unième session de la Commission/  
vingt-deuxième réunion de la Conférence  
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)  
6-8 mai 1996

**PROJET DE RAPPORT**

A. Fall  
R 125

56374  
E/ECA/CM.22/L

#### **A. Participation et organisation des travaux**

1. La trente et unième session de la Commission/vingt-deuxième réunion de la Conférence des ministres responsables du développement économique et social et de la planification s'est tenue au nouveau Centre de conférences à Addis-Abeba (Ethiopie), du 6 au 8 mai 1996. Au début de la réunion, une minute de silence a été consacrée à la méditation. La réunion a été officiellement ouverte par S.E. M. Meles Zenawi, Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Ethiopie. Un message du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a été lu à la Conférence. Des allocutions ont été également prononcées à la cérémonie d'ouverture par M. K.Y. Amoako, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, S.E. l'Ambassadeur Vijay S. Makhan, Secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'unité africaine et S.E. M. Yasushi Kurokouchi, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon et invité d'honneur de la Commission ainsi que M. Ferhat Lounès, Vice-Président de la Banque africaine de développement. S.E. M. Girma Birru, Ministre du développement économique et de la coopération de la République fédérale démocratique d'Ethiopie et Président sortant de la trentième session de la Commission/vingt et unième réunion de la Conférence des ministres a présidé la cérémonie d'ouverture. S.E. M. Aden Noor Vice-Ministre au Cabinet du Vice-Président et Ministre de la planification du Kenya a lu une motion de remerciements au nom des participants.

2. Ont participé à la réunion les représentants des Etats membres suivants de la Commission : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Erythrée, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe.

3. Des observateurs des Etats Membres suivants de l'Organisation des Nations Unies ont assisté à la réunion : Allemagne, Autriche, Belgique, Chine, Corée, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni et Turquie.

4. Les organes et institutions spécialisées des Nations Unies indiqués ci-après étaient représentés : Département de la coordination des politiques et du développement durable de l'Organisation des Nations Unies (DPCSD), Bureau des commissions régionales à New York (RCNYO), Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Haut Commissariat des Nations Unies pour

les réfugiés (HCR), Programme alimentaire mondial (PAM), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Organisation mondiale de la santé (OMS), Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Organisation météorologique mondiale (OMM), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et Corps commun d'inspection (CCI).

5. L'Organisation de l'unité africaine (OUA) et la Banque africaine de développement (BAD) étaient aussi représentées.

6. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées par des observateurs : Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social (ACARTSOD), Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD), Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN), Union du Maghreb arabe (UMA), Organisation africaine de cartographie et de télédétection (OACT), Ligue des Etats arabes, Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI), Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection (RCSSMRS), Centre régional de formation aux techniques des levés aériens (RECTAS), Regional Institute for Population Studies (RIPS), Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC), Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA), Banque islamique de développement (BID), Nonciature apostolique et Home and Environment Development Association (HEDA).

7. La Conférence a élu le bureau suivant :

Président :	Malawi
Premier Vice-Président :	Ghana
Second Vice-Président :	Cameroun
Rapporteur :	Algérie

#### **B. Ordre du jour**

8. Le 6 mai 1996, la Conférence a adopté l'ordre du jour suivant :

**Thème de la session : Relever les défis en matière de développement de l'Afrique au XXI<sup>e</sup> siècle : rôle de la Commission économique pour l'Afrique**

---

1. Ouverture de la réunion.
2. Election du bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation de travaux.
4. Débat général sur le thème : Relever les défis en matière de développement de l'Afrique au XXI<sup>e</sup> siècle: rôle de la Commission économique pour l'Afrique.
5. Examen du rapport et des recommandations de la dix-septième réunion du Comité technique préparatoire plénier.
6. Questions diverses.
7. Date et lieu de la trente-deuxième session de la Commission/vingt-troisième réunion de la Conférence des ministres.
8. **Manifestation spéciale : Forum de haut niveau sur "Les dépenses publiques et les pauvres en Afrique".**
9. Adoption du rapport.
10. Clôture de la réunion.

### **C. Compte rendu des travaux**

#### **Allocutions d'ouverture**

9. Dans son allocution d'ouverture, Son Excellence Meles Zenawi, Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Ethiopie, a souhaité aux participants la bienvenue à Addis-Abeba et à cette importante conférence. Il a déclaré que cette réunion était différente à maints égards, non pas seulement parce qu'elle se tenait dans le tout nouveau Centre de conférences des Nations Unies ni parce qu'elle était organisée par le nouveau Secrétaire exécutif de la CEA, mais surtout parce qu'elle survenait en une période de mutation de la CEA, mutation qui s'imposait depuis longtemps et qu'on attendait avec impatience.

10. Faisant observer qu'à certains moments la CEA semblait véritablement en perte de vitesse, le Premier Ministre a rendu hommage à M. Amoako pour la sagesse dont il avait fait preuve en prenant rapidement la mesure des sérieux problèmes auxquels la Commission se heurtait et pour la détermination avec laquelle il s'était attelé à l'oeuvre de rénovation et de reviviscence de la Commission. Il a insisté sur le fait que la CEA était une institution indispensable à l'Afrique. Aucune autre institution existante ne pourrait la remplacer ni n'était en passe de le faire. Le Premier Ministre a souligné le rôle que la CEA avait joué dans la création d'institutions africaines en élaborant des plans et des stratégies, en défendant les politiques et positions africaines et en fournissant une assistance technique aux Etats membres. Il a mis en évidence le rôle de la CEA dans l'élaboration du Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel qui avait un impact majeur sur l'élaboration des politiques internationales, notamment en ce qui concerne la dimension humaine des réformes et des ajustements structurels.

11. L'orateur a fait remarquer que la vingt-deuxième réunion de la Conférence était historique car elle offrait l'occasion de définir l'avenir de la CEA en vue d'en faire une institution performante capable de servir l'Afrique, continent plein d'espoir mais qui se retrouvait marginalisé sur le plan international. Par conséquent, il a invité la Conférence à accorder une attention maximale au plan de rénovation de la CEA car l'avenir de la Commission dépendait de la façon dont le processus de rénovation serait entrepris et mené à terme.

12. Le Premier Ministre a déclaré que l'Afrique ne pouvait pas vivre et penser coupée du monde, mais qu'une perspective africaine devrait exister et marquer les questions internationales qui concernaient directement l'Afrique. C'était là l'une des missions fondamentales de la CEA et il était extrêmement heureux que ce fût l'un des principes importants sous-tendant la rénovation destinée à revitaliser la Commission. L'orateur a reconnu que le chemin vers la survie économique de l'Afrique était jonché de tant d'obstacles qu'il nous fallait trouver une position commune sur les questions vitales concernant la région.

13. En conclusion, il a rappelé à la Conférence que les Africains étaient un exemple vivant de l'adage "L'union fait la force".

14. Dans un message lu en son nom, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Boutros-Boutros Ghali, a déclaré que le thème de la Conférence "Relever les défis en matière de développement de l'Afrique au XXI<sup>e</sup> siècle : rôle de la Commission économique pour l'Afrique" traduisait à la fois la conviction que la coopération africaine serait cruciale pour que le continent tire pleinement profit d'une économie internationale en pleine mutation et le rôle majeur que devait jouer la CEA pour prêter assistance à l'Afrique dans cette transformation.

---

15. Le Secrétaire général a fait remarquer que l'Afrique avait, à l'aube d'un nouveau siècle et d'un nouveau millénaire, un avenir plus prometteur. Les taux moyens de croissance économique avaient connu une amélioration, la libéralisation politique s'installait, le relèvement et la reconstruction prenaient de l'élán dans de nombreux pays auparavant déchirés par des conflits. Les réformes économiques en cours ouvraient la voie à une croissance rapide et durable.

16. Le Secrétaire général a mentionné l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique, lancée le 15 mars 1996, comme étant un effort mené dans la coordination et la collaboration entre tous les organismes des Nations Unies qui aiderait l'Afrique à concrétiser sa vision d'un avenir meilleur. Il a souligné que l'objectif de l'Initiative spéciale était d'accélérer la dynamique du développement en Afrique et qu'elle compléterait le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (UN-NADAF). Il a ajouté que l'ensemble des organismes des Nations Unies mobiliseraient des milliards de dollars en ressources extérieures pour des activités dans les domaines de la santé de base, de l'éducation de base, de l'administration des affaires publiques, de la sécurité alimentaire, de l'eau et de l'assainissement, et de la consolidation globale de la paix. Il a souligné que la CEA avait été investie de plusieurs responsabilités précises dans la mise en oeuvre de l'Initiative et d'un rôle de chef de file pour certaines activités particulières. Ceci constituait la preuve de l'importance qu'il accordait personnellement au renforcement des commissions régionales, afin qu'elles jouent un rôle de premier plan dans le développement économique et social des différentes régions qu'elles couvraient.

17. Le Secrétaire général a, en outre, mis en relief le fait que le processus actuel de rénovation de la CEA constituait une réponse à la nécessité de faire face aux demandes croissantes et légitimes des Etats membres qui en réclamaient davantage pour leur argent et exigeaient la rentabilité et l'économie dans la prestation des services par l'Organisation des Nations Unies. Il a exprimé son soutien sans faille, son adhésion ainsi que ses encouragements au processus de réforme dirigé par le Secrétaire exécutif.

18. En conclusion, le Secrétaire général a exprimé le souhait que la Conférence des ministres appuie pleinement les réformes relatives au programme et à la gestion de la CEA.

19. Dans sa déclaration, le Secrétaire exécutif, M. K.Y. Amoako, a souhaité la bienvenue aux participants à la trente et unième session de la Commission/vingt-deuxième réunion de la Conférence des ministres responsables du développement économique et social et de la planification. Il a exprimé ses remerciements sincères à S.E. M. Meles Zenawi, Premier Ministre de la République fédérale démocratique

d'Éthiopie et Président en exercice de l'OUA pour son soutien constant au travail de la Commission et pour son éminente présence à la présente réunion.

20. Il a également souhaité une bienvenue très chaleureuse à S.E. Yasushi Kurokouchi, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon, Invité d'honneur à la réunion. Il a fait remarquer que le Japon était devenu le plus dynamique des partenaires de développement et le plus généreux donateur d'aide publique au développement, fournissant plus d'un milliard de dollars par an à l'Afrique subsaharienne au titre de l'aide bilatérale.

21. Le Secrétaire exécutif a déclaré que la présente session lui donnait la première occasion d'examiner avec les ministres les plans de la Commission pour une rénovation en profondeur ainsi que la mise en oeuvre de l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique. Après avoir passé 10 mois à la Commission, il comprenait que s'agissant des questions administratives, il était tenu d'appliquer les règles de l'Organisation des Nations Unies et était responsable devant le Secrétaire général de l'Organisation. Toutefois, il a assuré aux participants que la Commission était une institution pour les Africains, guidée par des Africains et qu'il était là pour servir l'Afrique et pour faire de la CEA un puissant porte-parole du continent dans l'intérêt de ses peuples. Aussi se présentait-il devant la Conférence, son Conseil, pour apprendre mais aussi pour agir. Les orientations et les conseils de la Conférence des ministres seraient toujours les bienvenus. L'orateur a à nouveau remercié S.E. M. Girma Birru, Président du Bureau sortant, et chacun des membres dudit Bureau, d'avoir facilité la transition et d'avoir guidé dans tous les préparatifs de la Conférence.

22. Le Secrétaire exécutif a dit que la Conférence des ministres marquait le couronnement de près d'une année d'efforts visant à mettre la Commission en mesure de saisir les occasions qui s'offraient à elle, de faire face aux responsabilités et d'agir beaucoup plus efficacement et avec un plus grand impact. Il était convaincu que la rénovation de la Commission revêtait une importance extrême pour le succès de l'institution. Il a réaffirmé qu'il avait à coeur de rénover la CEA pour mieux servir l'Afrique. A cet égard, il a fait part de sa vision d'une Afrique rénovée avec un PIB en hausse, la poursuite des réformes, et l'amélioration des termes de l'échange, et une Afrique électroniquement connectée au monde.

23. Pour faire de cette vision une réalité, il fallait que tous les intéressés y travaillent, notamment par le biais d'une CEA rénovée. Le Secrétaire exécutif a déclaré que la Commission avait besoin d'être rénovée parce que les gouvernements africains, l'Assemblée générale des Nations Unies et plusieurs instances mondiales et régionales avaient confié à la Commission des responsabilités précises. D'excellentes opportunités nouvelles se présentaient à un moment où l'Afrique se trouvait à un tournant de son histoire.



et des dirigeants et des responsables novateurs oeuvraient sur la scène africaine. L'excellence, la rentabilité et le partenariat étaient les principes directeurs du processus de rénovation de la Commission. L'orateur a déclaré que le secrétariat cherchait à mieux affiner l'orientation de ses programmes, à utiliser davantage les nouvelles technologies dans ses activités, à promouvoir le processus de démocratisation en cours, eu égard en particulier au secteur privé et à la société civile, à oeuvrer pour le consensus, et à accroître son obligation de rendre des comptes aux Etats membres, à l'Organisation des Nations Unies et aux Africains en général.

24. Le Secrétaire exécutif a informé la Conférence que le processus de rénovation avait comporté des études approfondies par un certain nombre de centres hautement spécialisés de classe mondiale, d'importants examens avec une participation interne sans précédent, et une large consultation, tenue quatre mois auparavant, sur les projets de programme avec le Bureau de la Conférence au complet ainsi qu'avec un groupe imposant de ministres africains éminents, d'universitaires, de responsables d'ONG et du secteur privé. Il s'était également rendu dans un certain nombre de capitales africaines, et très récemment en Afrique du Nord, où il avait rencontré des ministres et des chefs d'Etat.

25. Le Secrétaire exécutif a informé la Conférence des ministres que, dans le cadre du processus de rénovation, il allait procéder sous peu à une profonde réorganisation du secrétariat de la CEA: réaffectation du personnel fondée sur des évaluations minutieuses des compétences et dans le strict respect des règles régissant le personnel à l'Organisation des Nations Unies; série de réformes de la gestion; système visant à garantir le respect total de l'obligation de rendre des comptes; cadre administratif amélioré dans lequel la justice, la transparence et un haut niveau de professionnalisme seraient la règle; renforcement des institutions en plusieurs étapes, notamment renforcement des moyens de formation du personnel et octroi de bourses pour permettre à de jeunes Africains triés sur le volet de travailler à la CEA, et mise en oeuvre de programmes sabbatiques.

26. Le Secrétaire exécutif a expliqué que la clef de voûte du processus de rénovation était la réforme des programmes de la CEA. Vingt et un domaines d'activité inscrits dans neuf sous-programmes allaient être regroupés en cinq grands thèmes et deux thèmes intersectoriels. Les grands thèmes étaient les suivants: promotion de l'analyse des politiques économiques et sociales; recherche de la sécurité alimentaire et d'un développement durable; renforcement de la gestion du développement; exploitation de l'information au service du développement; et promotion de la coopération régionale et de l'intégration. Les deux thèmes intersectoriels étaient la démarginalisation de la femme et le renforcement des capacités.

27. Le deuxième élément du processus de rénovation consistait en une importante réorientation de la nature des services rendus aux Etats membres par la Commission, laquelle serait une chambre de compensation permettant l'application des meilleures pratiques sur le continent, un facteur d'intégration des politiques et un catalyseur d'idées valables, privilégiant l'utilisation des réseaux et les activités de sensibilisation en faveur du continent. Le troisième élément était la réforme des modalités d'exécution des services adoptées par la CEA compte tenu de son objectif consistant à rester utile pendant le XXI<sup>e</sup> siècle. A cet effet, elle utiliserait davantage les moyens électroniques de communication; elle améliorerait la diffusion de ses produits; elle centrerait avec plus de précision ses efforts sur les pays et resserrerait ses relations de travail avec les ambassadeurs africains en poste à Addis-Abeba; il y aurait moins de rapports directifs et des réunions moins nombreuses mais mieux axées sur les buts à poursuivre; il y aurait une collaboration plus étroite avec les Etats membres dans la rationalisation des institutions parrainées par la CEA afin d'éviter les efforts inutiles et l'inefficacité.

28. La CEA, faisant partie intégrante de l'Organisation des Nations Unies, était très attachée au partenariat avec d'autres organismes des Nations Unies. Ce partenariat était amplement prouvé par les nouvelles responsabilités confiées par l'ONU au Secrétaire exécutif en tant que Coprésident de l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique. La CEA chercherait également à avoir des relations de partenariat en dehors des Nations Unies, avec des réseaux et des centres d'élaboration de politiques, des bailleurs de fonds et des organisations internationales et en encourageant la coopération Sud-Sud, notamment avec des pays d'Asie et d'Amérique latine avec l'aide des commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies.

29. Au sujet du projet de plan à moyen terme et de programme de travail pour la période 1996-1997, le Secrétaire exécutif a déclaré que leur approbation faciliterait considérablement la restructuration du programme. Les fonctions administratives avaient déjà été restructurées. La réforme de la CEA était une démarche longuement mûrie, née de l'initiative de l'organisation elle-même et non un processus hâtif et imposé.

30. S'agissant de l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique, le Secrétaire exécutif a assuré à la Conférence que ladite Initiative et le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 étaient complémentaires. Il a invité les Etats membres à tirer pleinement parti de l'Initiative spéciale.

31. Pour conclure, le Secrétaire exécutif a passé en revue les autres points de l'ordre du jour en appelant l'attention de la Conférence en particulier sur le plan d'action pour une société africaine à l'ère de

---

l'information, qui avait été examiné par le Comité technique préparatoire plénier (TEPCOW), et sur le rapport intérimaire relatif à la mise en oeuvre du Traité d'Abuja. Il a souligné en particulier la nécessité pour la Commission de revoir l'utilité des nombreuses résolutions adoptées lors de ses sessions. Il a proposé de réexaminer les résolutions d'un point de vue global pour les besoins du suivi afin de faciliter le processus de rationalisation, préoccupation importante dans le système des Nations Unies.

32. S.E. Vijay S. Makhan, Secrétaire général adjoint de l'OUA a souligné que cette session offrait une nouvelle fois l'occasion d'examiner la situation socio-économique du continent. Il a fait observer que, dans son discours, le Premier Ministre avait donné le ton de la réunion dont il a souligné l'importance, au moment où la Commission mettait l'accent sur les défis qui se posaient à l'Afrique à l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle. Il a ensuite informé les participants que le Secrétaire général de l'OUA avait travaillé en collaboration étroite avec le Secrétaire exécutif en vue de conserver les relations étroites nouées depuis longtemps entre les deux organisations.

33. Il a déclaré que l'analyse de la situation socio-économique de l'Afrique ne constituait pas un travail particulièrement agréable ou intéressant puisque l'ensemble des indicateurs de mesure des performances socio-économiques de la région et de leur évolution étaient négatifs, que 50% de la population vivait dans un état de pauvreté absolue, cette proportion devant d'ailleurs augmenter au début de la prochaine décennie. Il a déploré les conflits interminables, les guerres, la maladie, la pauvreté et la dégradation de l'environnement dans le continent. Il a cependant fait observer, s'agissant des aspects positifs, que le continent était pourvu de ressources considérables sur les plans physique et humain et que les dirigeants africains avaient, en plusieurs occasions, adopté des programmes et des déclarations mettant en relief leur responsabilité et leur engagement dans l'accélération de la transformation socio-économique du continent.

34. Le Secrétaire général adjoint a ensuite fait remarquer que l'expérience qu'avait connue l'OUA dans le passé, s'agissant des programmes élaborés de l'extérieur, n'avait pas toujours été encourageante et qu'elle avait même parfois sapé les programmes élaborés en Afrique même. Cela avait créé le sentiment que les gouvernements africains étaient incapables d'élaborer des programmes "techniquement solides". Dès lors, l'orateur s'est dit satisfait que le Programme d'action du Caire pour la relance du développement économique et social de l'Afrique soit fréquemment cité et représente une importante source d'inspiration pour les programmes récents en faveur du développement de l'Afrique.

35. Il a félicité le Secrétaire exécutif pour ses propositions de réformes figurant dans les Orientations stratégiques pour la CEA, exprimé l'appui total de l'OUA à ces réformes et invité la Conférence à les

adopter après les avoir minutieusement examinées. Il a ensuite fait des commentaires spécifiques sur certains thèmes figurant dans les Orientations stratégiques. Concernant l'analyse des politiques économiques et sociales, il a demandé pour quelle raison l'Afrique dépendait toujours du monde extérieur en matière de données socio-économiques et de soi-disant "experts" étrangers qui coûtaient très cher au continent, alors que les pays africains développaient depuis des dizaines d'années leur secteur de l'enseignement supérieur. Il a ensuite souligné combien il importait de privilégier l'analyse de la crise de la dette extérieure de l'Afrique, notamment en ce qui concerne l'assistance nécessaire aux pays africains dans les négociations au sein du Club de Paris. A cet égard, il a souhaité que les pays concernés invitent la CEA à participer à ces négociations. Il a insisté pour que, s'agissant du programme de la CEA en matière de diffusion de l'information pour le développement, les attitudes des responsables à l'égard des flux vers l'Afrique de technologies et d'informations en général évoluent, de façon à éviter les longs délais pour obtenir les autorisations nécessaires, les tentatives de censure et donc éliminer les surcoûts injustifiés qui en découlaient. Il a ensuite exprimé son soutien à la stratégie et à l'approche de la CEA dans le domaine de l'intégration régionale dont l'objectif était de rationaliser les très nombreuses organisations de la région.

36. Le Secrétaire général adjoint de l'OUA a ensuite informé les participants que les questions qu'il avait abordées lors de son intervention faisaient partie de celles qui seraient examinées lors de la première session de la Commission économique et sociale de la Communauté économique africaine qui se tiendrait à un niveau ministériel les 11 et 12 juin à Addis-Abeba et serait précédée, les 6 et 7 juin, par une réunion d'experts. Ces réunions faisaient l'objet de préparatifs en coopération étroite avec la CEA et la BAD et avec la participation des communautés économiques régionales. L'orateur a souligné que les propositions du Secrétaire exécutif pour la rénovation de la CEA avaient accordé une large place aux partenaires de la Commission, précisant que la CEA et l'OUA devraient continuer de travailler de concert dans l'intérêt du développement économique de l'Afrique. Il s'est déclaré particulièrement satisfait que les Orientations stratégiques aient mentionné "qu'en établissant des relations de partenariat avec d'autres institutions de développement multilatéral influentes, la CEA veillera à ne pas sacrifier ce qu'elle estime être dans le meilleur intérêt de l'Afrique".

37. En conclusion, le Secrétaire général adjoint de l'OUA a souligné qu'il ne suffisait pas que la Conférence approuve les propositions de la CEA, mais que chaque Etat membre devait, au niveau national, intégrer les nouvelles orientations dans ses programmes et plans nationaux de développement socio-économique.

38. S.E. Yasushi Kurokouchi, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon, Invité d'honneur de la Commission à la présente session, a exprimé la gratitude de son Gouvernement et la sienne propre pour

---

l'invitation à participer à la vingt-deuxième réunion de la Conférence des ministres responsables du développement économique et social et de la planification. Il a exprimé l'appui du Gouvernement japonais à la CEA.

39. L'Ambassadeur Kurokouchi a fait observer que depuis les années 60, l'Assemblée générale des Nations Unies avait proclamé des plans de développement décennaux dans le cadre de la Stratégie internationale du développement pour plusieurs décennies, plans qui, au fil des ans, avaient été politisés avec le conflit Est-Ouest. Avec la fin de la guerre froide, les relations Nord-Sud entraient dans une nouvelle ère. La Conférence de Tokyo sur la stratégie du développement, organisée en mars 1996 au Japon et à laquelle avait participé le Secrétaire exécutif de la CEA, était une illustration de ce nouveau type de relations. Cette Conférence avait été le point de départ d'un nouveau partenariat pour le développement, dans lequel les pays aussi bien en développement que développés coopéreraient.

40. L'orateur a souligné que la Conférence de Tokyo sur la stratégie du développement était un suivi de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) qui s'était tenue en 1993. Soulignant que la TICAD donnait l'occasion à la communauté internationale de réaffirmer son engagement à appuyer les efforts de développement de l'Afrique, il a indiqué que le Japon avait décidé de tenir la deuxième TICAD en 1998 au Japon, dont la réunion préparatoire se tiendrait en 1997. En outre, le Japon avait décidé de lancer trois initiatives comportant des engagements financiers, dans le cadre de la mise en oeuvre de la TICAD. Il s'agissait des suivantes : 1) Education pour tous les enfants africains avec l'objectif de l'achèvement par tous de l'enseignement primaire d'ici à l'an 2015 et une subvention financière de 100 millions de dollars E.-U. au cours des trois prochaines années; 2) Coopération Asie/Afrique dans le cadre de la coopération Sud-Sud dotée d'un engagement financier d'un montant additionnel de 2 millions de dollars E.-U. devant être prélevé sur la contribution du Japon au PNUD; et 3) Elimination de la poliomyélite en Afrique d'ici à l'an 2000.

41. L'Ambassadeur Kurokouchi a fait observer qu'il y avait de nombreuses questions internationales cruciales à traiter dans la période de l'après-guerre froide. Il s'agissait notamment de la dégradation de l'environnement, de la population, de la sécurité alimentaire et de l'allègement de la pauvreté. Il a exhorté l'Organisation des Nations Unies et les autres organismes à trouver des solutions à ces problèmes grâce à une coordination et un partenariat améliorés.

42. Il a souligné que les efforts de développement de l'Afrique bénéficieraient de l'appui des donateurs à condition que la stratégie sur laquelle ils étaient fondés réponde à certains critères. Une telle stratégie

devrait permettre de définir des buts réalistes, pratiques, objectifs et mesurables. Elle devrait également accorder une importance prioritaire à la mise en valeur des ressources humaines et assurer en outre l'ajustement ou la réforme des structures organisationnelles et institutionnelles afin de pouvoir réaliser les objectifs de développement.

43. L'Ambassadeur a mentionné les cinq domaines prioritaires définis par le Japon lors de la TICAD comme étant les suivants : démocratisation, réformes économiques, mise en valeur des ressources humaines, protection de l'environnement et efficacité et productivité accrues en matière d'assistance. La nouvelle stratégie de la CEA dans laquelle cinq thèmes et deux programmes intersectoriels avaient été identifiés était d'une importance cruciale pour le développement de l'Afrique. Pour appuyer cet effort, l'Ambassadeur Kurokouchi a annoncé une assistance financière du Japon de 600 000 dollars E.-U. au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA).

44. Dans son allocution, M. Ferhat Lounès, Vice-Président de la Banque africaine de développement (BAD) a déclaré que la situation économique et sociale actuelle de l'Afrique nécessitait des stratégies opérationnelles ainsi que des moyens concrets favorisant un développement et une croissance durables afin de rompre le cercle vicieux de la pauvreté. Il a également déclaré que la BAD partageait la vision du Secrétaire exécutif de la CEA présentant l'Afrique qui arrivait à un tournant de son voyage épique, où il fallait un renversement décisif de sa marginalisation et de son exclusion actuelles sur le marché mondial marqué par la concurrence.

45. Il a ensuite indiqué que la nature complexe des défis futurs sur le continent exigeait une réévaluation de l'organisation et de la gestion des institutions de développement en vue d'améliorer leur capacité à réaliser les objectifs. Il a brièvement informé la Conférence sur les progrès accomplis dans les réformes institutionnelles entreprises au sein du Groupe de la Banque. Il a précisé que les réformes concernaient quatre domaines principaux : la formulation et l'application de mesures spécifiques visant à améliorer la qualité des opérations du Groupe de la Banque; l'adoption des mesures dynamiques tendant à améliorer la gestion financière; l'institution d'une nouvelle structure et l'examen des questions relatives à la gestion institutionnelle.

46. La Banque africaine de développement apportait également sa contribution aux initiatives et programmes régionaux. Durant la période 1997-2001, elle mettrait essentiellement l'accent sur l'appui pour le renforcement de la capacité de production et des infrastructures socio-économiques, les réformes, le développement du secteur privé et l'intégration économique. En conclusion, le Vice-Président a déclaré que

la Banque africaine de développement oeuvrerait donc toujours activement aux côtés de ses Etats membres africains pour l'amélioration du bien-être et des moyens d'existence sur le continent.

47. S.E. M. Girma Birru, Ministre du développement économique et de la coopération de la République fédérale démocratique d'Ethiopie et Président de la vingt et unième réunion de la Conférence des ministres a déclaré que le processus de rénovation de la CEA était venu en temps opportun et a souligné la nécessité de renforcer la CEA pour mieux servir l'Afrique. Il a exhorté les Etats membres à apporter leur soutien total à la rénovation de la Commission.

48. M. Aden Noor, Vice-Ministre au Cabinet du Vice-Président et Ministre kényen de la planification a, au nom de la Conférence, présenté une motion de remerciements au peuple et au Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Ethiopie pour l'hospitalité chaleureuse accordée aux participants depuis leur arrivée à Addis-Abeba. Il a remercié Son Excellence Ato Meles Zenawi, Premier Ministre de l'Ethiopie, pour son allocution inspirante qui proposait des solutions pertinentes aux problèmes rencontrés par le continent. Il a ajouté que l'allocution guiderait la Conférence dans ses travaux.

49. Le Ministre a félicité les experts pour l'excellent travail qu'ils avaient accompli à la réunion du Comité technique préparatoire plénier et a rendu hommage au Secrétaire exécutif de la CEA pour la vision nouvelle et perspicace qu'il avait apportée à la Commission. Il a assuré au Président que les délégations n'épargneraient aucun effort pour la réussite de la réunion.

**Débat général : Relever les défis en matière de développement de l'Afrique au XXI<sup>e</sup> siècle : rôle de la Commission économique pour l'Afrique (point 4 de l'ordre de jour)**

50. Plusieurs représentants et des observateurs, dont des représentants des organismes des Nations Unies, des organisations intergouvernementales régionales et internationales et des partenaires de développement, ont participé au débat sur cette question.

51. Les représentants se sont à l'unanimité félicités de la nomination de M. K.Y. Amoako en qualité de Secrétaire exécutif de la Commission. Ils se sont déclarés satisfaits du processus de rénovation qu'il avait amorcé à la Commission et de l'approche définie pour la réforme telle qu'elle figurait dans le document sur les orientations stratégiques. Les Etats membres ont déclaré soutenir le processus de rénovation pour un certain nombre de raisons. Premièrement, cette rénovation était opportune étant donné la situation socio-économique prévalant dans de nombreux pays africains et la nécessité pour la Commission de redéployer

ses activités en vue d'aider les Etats membres à relever les défis du développement. Deuxièmement, l'idée maîtresse des orientations stratégiques était conforme aux priorités des pays africains exprimées dans différents programmes dont le Programme d'action du Caire. Troisièmement, le processus de rénovation était indispensable pour permettre à la Commission d'aider les pays africains à être plus compétitifs dans une économie mondiale marquée par la mondialisation et la libéralisation. Quatrièmement, la réforme de la CEA s'inscrivait dans le cadre des réformes et de la restructuration en cours au sein du système des Nations Unies.

52. Plusieurs délégations ont noté avec satisfaction que le programme de la CEA porterait essentiellement sur cinq thèmes principaux et sur les deux questions intersectorielles démarginalisation de la femme et du renforcement des capacités comme il ressortait du document sur les Orientations stratégiques et du plan à moyen terme. Ils ont affirmé à cet égard que les thèmes prioritaires étaient extrêmement utiles pour relever les défis du développement en Afrique.

53. Dans leurs observations sur les cinq domaines thématiques et les questions intersectorielles, un certain nombre de participants ont mis en relief l'importance que leurs pays accordaient à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté, à l'intégration et à la coopération régionales, aux technologies de l'information et à l'intégration des économies africaines dans l'économie mondiale ainsi qu'à la coopération Sud-Sud. Ils ont demandé à la CEA d'éviter les pièges du passé pour mettre en oeuvre les programmes bien conçus. A cet égard, ils ont instamment prié la Commission de prendre les mesures nécessaires pour assurer le succès de la mise en oeuvre des Orientations stratégiques. Ils ont souligné que dans le processus de réforme, la CEA devrait veiller à renforcer son rôle de centre de réflexion pour l'Afrique, de centre d'échange des meilleures méthodes et d'instrument facilitant le développement de l'Afrique. En conséquence, la Commission devait, lors de l'établissement d'alliances stratégiques, veiller à conserver son indépendance de réflexion et d'action.

54. En soulignant la nécessité pour la CEA de mettre en oeuvre des réformes globales plusieurs représentants se sont déclarés d'avis que les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) devaient être renforcés pour mieux servir les Etats membres par la promotion d'une coopération tangible avec les groupements sous-régionaux. A cet égard, ils ont recommandé d'améliorer l'encadrement des MULPOC, d'y affecter un personnel de qualité et de leur allouer des ressources financières supplémentaires. Ce faisant, la CEA accroîtrait sa présence et son impact au niveau sous-régional.

55. Pour leur part, les représentants des partenaires de développement de l'Afrique se sont félicités du processus de rénovation et de restructuration de la CEA et ont favorablement accueilli les efforts de

---



renovation déployés par la Commission pour mieux servir l'Afrique. Ils ont accueilli avec satisfaction le processus de rationalisation des opérations de la Commission ainsi que ses efforts pour rendre son action plus rentable et plus efficace et pour établir des liens effectifs de partenariat. Ils ont fait observer que ces réformes s'imposaient depuis longtemps. Ils ont félicité la Commission d'avoir inclus la question de la démarginalisation de la femme dans sa nouvelle vision stratégique de l'avenir et d'avoir pris la résolution de renforcer le Centre africain pour la femme. Ils ont également félicité la CEA d'avoir ouvert la voie aux réformes dans le système des Nations Unies.

56. Des représentants de partenaires de développement de l'Afrique se sont déclarés préoccupés par le fait que les conflits intérieurs et l'instabilité politique continuaient de freiner sérieusement le développement de la région. Ils ont formulé l'espoir que des mesures seraient prises pour régler ces conflits. Ils ont déclaré en outre que les réformes commencées à la CEA devraient être étendues au Conseil économique et social pour qu'il soit possible de décentraliser certaines fonctions du Conseil en les transférant aux commissions régionales qui étaient mieux placées pour faire valoir les dimensions régionales du développement. Par ailleurs, ils ont demandé qu'il y ait des réformes générales du système des Nations Unies, notamment du Conseil de sécurité pour faire en sorte que la représentation au sein du Conseil traduise un équilibre régional équitable. Ces intervenants se sont engagés à travailler avec l'Afrique et la CEA pour mener à bien le processus de rénovation de la Commission et donner suite à ses nouvelles orientations stratégiques afin d'accélérer le développement du continent en général. Certains se sont engagés à augmenter les ressources financières réservées aux programmes de la CEA.

57. Les représentants de certains organismes des Nations Unies et institutions parrainées par la CEA ont insisté sur l'importance des questions d'environnement dans le processus de développement de l'Afrique et se sont félicités du fait que la CEA centrât ses efforts sur les domaines interdépendants de la croissance de la population, de la sécurité alimentaire et de l'environnement. Les institutions parrainées par la CEA ont fait connaître le rôle important qu'elles jouaient en contribuant au développement de l'Afrique et en tant que réservoir de ressources humaines dont les Etats membres pouvaient tirer profit. Elles ont également demandé que la CEA maintienne son soutien et se sont engagées à collaborer avec elle.

58. Les participants ont examiné la situation économique et sociale des pays africains ainsi que les défis à relever par le continent en matière de développement à l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle, étant donné les nouvelles données de l'économie mondiale. Parmi les causes des reculs des résultats économiques enregistrés par certains pays en 1995, on a cité notamment de graves sécheresses et les conflits persistants. Du fait des taux de croissance démographique constamment élevés allant de pair avec une atonie de la croissance économique

dans la quasi-totalité des pays africains, le taux de croissance du PIB par habitant s'était maintenue à des niveaux extrêmement faibles dans la plupart des pays. La faiblesse constante des résultats économiques constatée depuis la décennie précédente, conjuguée à l'accroissement rapide de la population, avait accru l'ampleur de la pauvreté, les taux de chômage, l'insécurité alimentaire et les atteintes à l'environnement dans tout le continent.

59. Il a été noté que l'Afrique enregistrait des résultats économiques médiocres au moment où l'économie mondiale se relevait d'une stagnation observée au début des années 90, où le taux de croissance de la production économique mondiale était passé d'un chiffre dérisoire de 1 % en 1993 à 2,6 % en 1995. Qui plus est, au cours des dernières années, la part des pays à faible et à moyen revenu dans le produit mondial brut avait considérablement augmenté. L'entrée en vigueur d'un nouveau régime commercial international administré par la nouvelle Organisation mondiale du commerce (OMC), l'apparition de blocs économiques régionaux et d'un protectionnisme nouveau et subtil et l'exposition des producteurs africains à la compétition internationale à la suite de la décision des pays africains d'ouvrir leurs marchés, tous ces facteurs créaient des situations difficiles auxquelles les pays africains devaient s'adapter. Les participants ont réaffirmé que les pays africains devaient relever le formidable défi consistant à atteindre un niveau de compétitivité mondial, en termes de qualité et de cours des produits, pour pouvoir tirer des avantages des échanges internationaux et du financement international résultant de la mondialisation, tout comme les autres pays à faible et à moyen revenu dont les économies croissaient à grande vitesse.

60. On a toutefois fait remarquer que le lourd fardeau de la dette extérieure continuait de gravement entraver l'action des pays africains visant à relever le défi de la compétitivité internationale. En même temps, les pays africains devaient faire face au double problème de la timidité de la performance économique africaine conjuguée à la compétitivité croissante des marchés extérieurs. Un certain nombre de participants ont indiqué que leurs pays s'étaient lancés dans des programmes de réforme socio-économique et d'ajustement structurel, appuyés par les institutions financières de Bretton Woods. Au nombre des éléments de ces réformes figuraient le resserrement des politiques fiscale et monétaire, la stabilisation macro-économique, la promotion du rôle du secteur privé dans le développement économique, la privatisation des entreprises publiques, la réduction des effectifs des administrations publiques et la libéralisation du commerce extérieur. Les participants ont fait remarquer que grâce à ces dispositions visant à assainir les économies africaines, la situation en Afrique n'était plus uniformément sombre.

61. Certains pays qui persévéraient dans l'application de programmes de réforme depuis une dizaine d'années ou plus ont fait état de taux de croissance économique annuels de plus de 5 %. Ces mêmes pays ont en outre annoncé qu'aussi bien l'ampleur de leurs déficits budgétaires par rapport à leur PIB que leurs taux

---

d'inflation avaient considérablement diminué. Dans d'autres pays, de saines politiques macro-économiques se traduisaient par une meilleure compétitivité internationale. Les résultats de ces pays illustraient le fait que tous les autres pays africains avaient les moyens d'atteindre les objectifs du développement pourvu qu'ils fassent montre d'une volonté tenace et que l'appui international continue.

62. On a constaté avec inquiétude le lourd tribut social des ajustements structurels, mais tel était le prix à payer pour une économie plus performante à l'avenir. Plusieurs délégations ont toutefois indiqué les dispositions que leurs gouvernements avaient prises pour protéger les couches sociales les plus vulnérables. On a souligné qu'il importait tout particulièrement que la Commission appuie les réformes socio-économiques africaines qui seraient dans l'intérêt de tous les Africains ainsi que l'action des pays africains en vue d'une plus grande intégration à l'économie mondiale.

63. Un certain nombre de pays ont fait savoir à la Conférence qu'en matière de développement ils procédaient à la formulation ou à la mise en oeuvre de plans nationaux à moyen terme ou de visions stratégiques à long terme, afin d'établir un cadre à long terme dans lequel s'inscriraient leurs politiques de réforme à court terme et celles d'ajustement structurel. Ces plans avaient pour objectifs une diversification économique durable, la création d'emplois, la lutte contre la pauvreté, la réforme du secteur public, la mise en place d'une infrastructure, tout ceci conjugué à un certain nombre de dispositions appropriées dans les domaines suivants : recouvrement des coûts, mise en valeur du capital humain, population, développement rural, environnement et utilisation du sol. Dans certains autres pays, on avait aussi mis l'accent sur la nécessité de satisfaire les besoins fondamentaux de la population croissante, d'améliorer les conditions de vie et de créer des emplois - autant de conditions impossibles à remplir sans une économie et une administration publique dynamiques, des entreprises privées solides et des communications efficaces. On a constaté que tous ces éléments concordaient avec les cinq domaines d'activité et les deux thèmes intersectoriels prévus dans les Orientations stratégiques de la Commission.

64. Certains représentants ont rendu compte du processus de réforme politique en cours dans leurs pays en vue de l'instauration d'une bonne administration civile et du pluralisme démocratique, ou du retour de leurs pays à un gouvernement civil après des élections ouvertes à plusieurs partis. Les participants sont donc convenus que, bien que le tableau ne soit pas encore uniformément brillant sur tout le continent, les perspectives étaient plus prometteuses et les conditions semblaient réunies dorénavant pour une amélioration.

65. Les représentants ont bien accueilli l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique. Ils ont noté que, dans le fond, l'Initiative coïncidait avec le Programme d'action du Caire ainsi qu'avec les

orientations stratégiques pour la CEA. Ce fait attestait clairement l'intérêt constant que l'Organisation des Nations Unies portait aux problèmes de développement de l'Afrique et sa disponibilité pour leur trouver des solutions. Faisant remarquer que l'Initiative spéciale était la dernière d'une longue liste de programmes des Nations Unies destinés à l'Afrique, les participants ont signalé que ladite Initiative ne pourrait être appliquée de façon réussie sans une mobilisation politique au niveau du continent et dans le monde en général, si l'on voulait lui éviter le sort de certains programmes antérieurs dont les résultats avaient été médiocres.

66. Les représentants ont fait observer que la coopération régionale et l'intégration économique étaient encore au centre de la stratégie de développement de l'Afrique. Ces deux aspects se retrouvaient dans toutes les stratégies de développement déterminantes pour l'Afrique telles que le Plan d'action de Lagos (PAL) adopté en 1980, le Programme prioritaire de redressement économique pour l'Afrique (APPER) adopté en 1985 et, plus récemment, le Programme d'action du Caire. Il a été signalé que, malgré tout l'enthousiasme suscité par la coopération et l'intégration et qui avait conduit à la création de groupements économiques régionaux comme la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA), la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), l'Union du Maghreb arabe (UMA) et la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC), il restait encore beaucoup à faire pour accélérer l'intégration. A cet égard, la CEA a été invitée à aider les Etats membres à consolider leurs structures institutionnelles en vue de l'intégration régionale au niveau national. L'accent a été mis également sur le renforcement des capacités des secrétariats des groupements économiques régionaux africains et sur l'accélération de la mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine, par le biais de l'assistance technique.

67. Les délégations ont souligné l'importance de l'information comme moyen de base pour hâter le développement socio-économique de l'Afrique, ainsi que le rôle fondamental que la CEA pourrait jouer pour faciliter la participation de l'Afrique à la révolution de l'information. A cet égard, on a particulièrement insisté sur la nécessité de mettre en oeuvre l'Initiative société africaine à l'ère de l'information (AISI) conçue au départ pour aider l'Afrique à accélérer les plans de développement, à stimuler la croissance et à créer de nouvelles opportunités en matière d'éducation, de commerce, de soins de santé, de création d'emplois et de sécurité alimentaire par le renforcement des systèmes d'information et du processus décisionnel. Il a été également indiqué que la CEA, en maintenant des relations étroites avec les différents pays africains et plusieurs institutions régionales et sous-régionales, devrait avoir accès à un grand nombre de réseaux d'information existant sur le continent. Par conséquent, la Commission devrait être en mesure d'aider les Etats membres et les institutions africaines à mieux organiser l'information disponible aux niveaux national, sous-régional et régional et à accroître l'étendue et la fiabilité de cette information ainsi que sa comparabilité et son accessibilité. Les délégations étaient également d'avis que la CEA devrait aider les Etats membres et

---

Paris et du Programme d'action en faveur des PMA. Il a émis l'idée selon laquelle, dans la mise en oeuvre des activités relatives à l'amélioration de la situation des PMA d'Afrique, la CEA devrait traiter avec les organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales telles que l'Union européenne (UE) et le Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), qui disposaient de programmes semblables en faveur des PMA.

73. Au titre du point 10 de l'ordre du jour portant sur la manifestation spéciale : Réunion-débat sur le Programme-cadre pour le renforcement et l'utilisation des capacités cruciales en Afrique, un représentant a favorablement accueilli l'initiative consistant à réunir des groupes d'experts de haut niveau pour examiner et promouvoir les principales activités entreprises par le secrétariat et s'est posé la question de savoir si une telle pratique serait maintenue. Un autre représentant a demandé instamment que les gouvernements des Etats membres soient associés à la sélection de ces experts. Le Secrétaire exécutif a donné à la Conférence l'assurance que la pratique serait effectivement poursuivie. Il a expliqué que les experts qui composaient ces groupes étaient invités à titre individuel et qu'il fallait laisser au secrétariat une certaine latitude dans le choix de ces experts.

74. A la suite des débats, la Conférence a adopté le rapport du Comité. Elle a également modifié selon qu'il convenait et adopté les projets de résolution et de décisions figurant en annexe au rapport.

#### Questions diverses (point 6 de l'ordre du jour)

75. Le Secrétaire exécutif a informé la Conférence que dans le cadre des efforts de rationalisation du mécanisme intergouvernemental de la Commission, il préparerait un rapport sur les possibilités de tenir la Conférence des ministres tous les deux ans. Cette proposition serait soumise à l'examen de la Conférence lors de sa prochaine réunion. La Conférence a favorablement accueilli la proposition mais a instamment prié le Secrétaire exécutif, lors de l'élaboration du rapport, d'examiner l'ensemble des incidences de cette proposition.

76. Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a lancé un appel aux pays africains, les invitant à manifester leur solidarité avec la Libye contre l'embargo aérien imposé à ce pays par le Conseil de sécurité de l'ONU. Il a déclaré que l'embargo constituait un obstacle colossal au progrès technologique, économique et social et à l'amélioration des conditions de vie du peuple libyen. Il a ensuite réaffirmé que son pays soutenait le processus de rénovation de la CEA, actuellement mis en oeuvre.

---

77. Le représentant de l'Algérie a proposé une motion sur la décoration du nouveau Centre de conférences des Nations Unies à Addis-Abeba, motion adoptée par acclamation. Cette motion est annexée au présent rapport au titre de la résolution 825 (XXXI) sur la décoration du nouveau Centre de conférences des Nations Unies à Addis-Abeba.

Date et lieu de la trente-deuxième session de la Commission/vingt-troisième réunion de la Conférence des ministres (point 7 de l'ordre du jour)

78. La Conférence a décidé que sa prochaine réunion se tiendrait du 28 au 30 avril 1997 au siège de la Commission à Addis-Abeba (Ethiopie). Cette réunion serait précédée de la dix-huitième réunion du Comité technique préparatoire plénier qui se tiendrait du 22 au 25 avril 1997, également à Addis-Abeba. Il a été convenu que dans le cas où une manifestation se tiendrait aux dates proposées, le secrétariat prendrait les dispositions nécessaires et en informerait les Etats membres.

Manifestation spéciale : Forum de haut niveau sur "Les dépenses publiques et les pauvres en Afrique" (point 8 de l'ordre du jour)

79. Au titre de ce point de l'ordre du jour, une manifestation spéciale intitulée "Forum de haut niveau sur les dépenses publiques et les pauvres en Afrique" s'est tenue le 7 mai 1996. Le rapport du Forum de haut niveau fait l'objet du document E/ECA/CM.22/CRP.4.

Annexe

**RESOLUTIONS ET DECISIONS  
ADOPTÉES PAR LA CONFÉRENCE DES MINISTRES  
DE LA CEA**

**A. RESOLUTIONS**  
**ADOPTÉES PAR LA CONFÉRENCE DES MINISTRES**



809 (XXXI). Nouvelles orientations pour la Commission économique pour l'Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant le mandat de la Commission tel qu'adopté par la résolution 671A(XXV) du Conseil économique et social en date du 29 avril 1958 et amendé par ses résolutions 974 D.I (XXXVI) du 5 juillet 1963, 1343 (XLV) du 18 juillet 1968 et 1978/68 du 4 août 1978,

Rappelant également les différentes résolutions qui ont une incidence sur le mandat et le fonctionnement de la Commission dont, en particulier, la résolution 32/197 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1977 portant sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, ainsi que les résolutions 33/202 du 29 janvier 1979 et 44/211 du 21 décembre 1989, de l'Assemblée générale

Constatant avec satisfaction l'approbation par le Conseil économique et social de la résolution 718 (XXVI) du 12 mai 1991 de la Commission relative à la revitalisation du mandat et du cadre opérationnel des commissions économiques régionales, ainsi que la résolution 726(XXVII) du 22 avril 1992 de la Commission portant sur le renforcement de la Commission économique pour l'Afrique en vue de relever les défis du développement dans les années 90, et la résolution 779 (XXIX) du 4 mai 1994 sur le renforcement de la capacité opérationnelle de la Commission économique pour l'Afrique,

Ayant à l'esprit les résolutions 47/177 du 19 décembre 1990, 45/264 du 13 mai 1991 et 46/235 du 13 avril 1992, de l'Assemblée générale, portant sur la restructuration et la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes, en vertu desquelles les commissions régionales devraient être encouragées à jouer pleinement leur rôle sous l'autorité de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, et celles situées dans les pays en développement renforcées dans le cadre des objectifs généraux du processus de restructuration et de revitalisation en cours,

Ayant examiné de manière approfondie le document intitulé "Mieux servir l'Afrique : Orientations stratégiques pour la Commission économique pour l'Afrique" <sup>1</sup> et le projet de plan à moyen terme pour la période 1998-2001<sup>2</sup>,

---

<sup>1</sup> E/ECA/CM.22/2.

<sup>2</sup> E/ECA/CM.22/3.

1. Exprime sa satisfaction du processus de réforme et de rénovation de la Commission amorcé par le Secrétaire exécutif;
2. Approuve les nouvelles orientations pour la Commission telles qu'elles figurent dans le document sur les orientations stratégiques;
3. Approuve en outre le projet de plan à moyen terme pour la période 1998-2001, en gardant à l'esprit le fait que, dans son exécution, l'accent voulu sera mis sur la nécessité de faire des choix plus judicieux et de produire des résultats plus importants;
4. Encourage le Secrétaire exécutif à poursuivre et à renforcer le processus de rénovation et de réforme de la Commission, en consultation avec les Etats membres;
5. Prie le Secrétaire exécutif d'opérer, en étroite collaboration avec le Bureau de la Conférence des ministres, une révision du programme de travail pour 1996-1997, révision devenue nécessaire pour traduire la nouvelle orientation du travail de la Commission et, dans ce contexte, pour garantir une transition harmonieuse en 1997 vers le prochain plan à moyen terme. Cette révision devra être assurée dans la limite des ressources de la Commission économique pour l'Afrique déjà approuvées par l'Assemblée générale et en tenant dûment compte des mesures de rationalisation qu'exige l'application des décisions pertinentes de l'Assemblée générale concernant le budget pour 1996-1997;
6. Lance un appel au Secrétaire général pour qu'il demande à l'Assemblée générale d'examiner le programme de travail révisé, parallèlement à l'examen du plan à moyen terme pour 1998-2001 qu'elle entreprendra.

810 (XXXI). Renforcement des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC)

La Conférence des ministres.

Rappelant sa résolution 611(XXII) du 24 avril 1987 sur l'accélération du processus d'intégration économique sous-régionale en Afrique et le rôle nouveau des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets ainsi que sa résolution 702 (XXV) du 19 mai 1990 sur la transformation et le renforcement de ces centres afin de leur permettre de jouer un rôle de catalyseur efficace pour l'intégration économique sous-régionale,

Rappelant en outre sa résolution 708 (XXVI) du 12 mai 1991 sur l'accélération du processus d'intégration économique en Afrique et le renforcement des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets, et sa résolution 745 (XXVIII) du 4 mai 1993 sur le renforcement et la rationalisation des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets,

Prenant note de la nouvelle vision stratégique de la Commission telle que soulignée dans le document intitulé : "Mieux servir l'Afrique : orientations stratégiques pour la Commission économique pour l'Afrique",

Tenant compte de la volonté manifeste des Etats membres de promouvoir le rôle des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets dans leurs sous-régions respectives en tant que partenaires véritables des Etats membres, des communautés économiques sous-régionales et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales,

Gardant à l'esprit les recommandations formulées par le Corps commun d'inspection dans son rapport et portant sur la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique<sup>3</sup>, en particulier la recommandation relative à la décentralisation des ressources au profit des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets en vue de les rendre plus efficaces,

1. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de prendre les mesures nécessaires pour renforcer les centres multinationaux de programmation et d'exécution de

---

<sup>3</sup> JIU/REP/95/12.

projets en mettant à leur disposition un personnel suffisant et compétent de même que les ressources financières nécessaires, y compris le recours à des consultants compétents, et de les doter, le cas échéant, d'une autonomie administrative suffisante pour leur permettre de fonctionner efficacement;

2. Demande en outre au Secrétaire exécutif de la Commission de prendre les mesures nécessaires pour que les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets jouent leur rôle avec plus d'efficacité en tant que centres d'excellence pour l'échange de données d'expérience et d'information et pour le soutien à apporter à la réalisation de l'intégration économique régionale.

3. Engage le Secrétaire exécutif, en accord avec les organisations intergouvernementales régionales, à entamer les consultations nécessaires à la réinstitution des conférences sous-régionales des ministres des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets pour permettre à ces derniers de se concentrer davantage sur les priorités sous-régionales spécifiques et faire en sorte que la Commission soit plus présente aux niveaux sous-régional et national;

4. Engage en outre le Secrétaire exécutif à entreprendre une étude sur la rationalisation de la composition des différents centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets et à formuler les recommandations qui s'imposent;

5. Lance un appel aux Etats membres pour qu'ils contribuent au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique en vue de renforcer les institutions et les activités à entreprendre aux niveaux des centres, et qu'ils mettent, à leurs propres frais, des experts nationaux à la disposition des centres, pour des contrats de courte durée;

6. Invite le Programme des Nations Unies pour le développement, les organismes bilatéraux et multilatéraux de financement à appuyer des programmes de coopération technique dans les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets, en faveur des Etats membres et des organisations intergouvernementales;

7. Demande en outre au Secrétaire exécutif de la Commission d'assurer le suivi de la mise en oeuvre de la présente résolution et de lui faire rapport sur la question, à sa prochaine réunion.

811 (XXXI). Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 46/151 du 18 décembre 1991 de l'Assemblée générale relative au nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 et le Programme d'action du Caire pour la relance du développement économique et social de l'Afrique,

Préoccupée par le fait que les défis qui se posent à l'Afrique sur les plans économique, humain et environnemental continuent avec une gravité sans précédent malgré les efforts déployés par le continent et l'assistance de la communauté internationale,

Consciente de la nécessité de donner la priorité absolue au développement de l'Afrique sur la scène internationale,

Reconnaissant l'important rôle que les Nations Unies ne cessent de jouer afin de mobiliser le soutien international pour le développement de l'Afrique,

Convaincue que les perspectives de l'accélération du développement de l'Afrique sont, à maints égards, bien meilleures actuellement qu'elles ne l'ont été dans le passé, en dépit des conditions économiques et sociales toujours graves de la région,

Ayant examiné de façon approfondie l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique,

Ayant également examiné le rapport du Corps commun d'inspection<sup>4</sup> intitulé : "Evaluation du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 : Vers une approche plus opérationnelle",

1. Exprime sa gratitude au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour avoir mis en place l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique;

---

<sup>4</sup> JIU/REP/95/12.

2. Se rend compte que les priorités de l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique sont pleinement conformes aux priorités de l'Afrique elle-même, en particulier telles qu'elles sont énoncées dans le Programme d'action du Caire et le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement d'Afrique dans les années 90;

3. Se rend compte en outre que l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique représente un ensemble d'actions concrètes et coordonnées destinées à maximiser le soutien au développement de l'Afrique dans le cadre du nouvel Ordre du jour et, à ce titre, qu'elle renforce ce dernier et ne fait pas double emploi avec lui;

4. Fait sien l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique;

5. Lance un appel à la communauté internationale, en particulier au système des Nations Unies, pour qu'elle apporte un soutien effectif aux pays africains afin de leur permettre de pleinement atteindre les objectifs et buts de l'Initiative spéciale et notamment de mobiliser les ressources nécessaires pour la mise en œuvre de l'Initiative spéciale;

6. Prie le Secrétaire exécutif d'harmoniser les activités de suivi, d'évaluation et d'établissement de rapports concernant l'Initiative spéciale et le nouvel Ordre du jour, et de soumettre, à intervalles réguliers, les rapports indiqués à la Conférence des ministres.

812 (XXXI). Mise en oeuvre de l'Initiative société africaine à l'ère de l'information (AISI)

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 795(XXX) du 3 mai 1995 sur la mise en place de l'autoroute de l'information en Afrique dans laquelle le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique était invité à constituer un groupe de travail de haut niveau pour élaborer un plan d'action sur les technologies de l'information et des communications afin d'accélérer le développement socio-économique des pays africains,

Satisfaite de l'initiative figurant dans le document E/ECA/CM.22/6 concernant l'édification d'une société africaine à l'ère de l'information,

Convaincue que l'édification de la société africaine à l'ère de l'information aidera l'Afrique à accélérer l'exécution de ses plans de développement, à stimuler la croissance et à créer de nouvelles chances en matière d'éducation, de commerce, de soins de santé, d'emplois et de sécurité alimentaire, ce qui contribuerait à propulser les pays africains en avant dans le domaine du développement et à élever leur niveau de vie,

Partageant la vision relative à une société africaine à l'ère de l'information qui préconise la mise en place de systèmes d'information et d'appui au processus décisionnel afin d'améliorer l'élaboration des politiques, tout comme la promotion d'une nouvelle génération d'Africains capables d'utiliser les technologies de l'information et des communications, la mise en place de ressources africaines en information et l'intégration de l'Afrique à l'ère de l'information, à l'échelle régionale et mondiale,

1. Adresse ses remerciements au groupe de travail de haut niveau pour avoir élaboré le cadre d'action pour l'édification de la société africaine à l'ère de l'information;
2. Adopte le principe de l'Initiative société africaine à l'ère de l'information en tant que cadre d'action pour l'édification d'une société africaine à l'ère de l'information et invite les Etats membres à incorporer l'Initiative société africaine à l'ère de l'information dans leurs plans de développement nationaux, conformément aux priorités et besoins nationaux;
3. Demande à la Commission économique pour l'Afrique, agissant en consultation avec les Etats membres et en collaboration avec l'Union internationale des télécommunications, l'Organisation des

Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, la CNUCED, la Banque mondiale et les partenaires internationaux et bilatéraux d'utiliser, en tant que cadre d'orientation, l'Initiative société africaine à l'ère de l'information dans l'exploitation de l'information aux fins du développement dans les domaines prioritaires de l'Initiative spéciale à l'échelle du système des Nations Unies pour l'Afrique;

4. Invite instamment les Etats membres à utiliser les capacités et les données d'expérience des centres d'excellence nationaux, sous-régionaux et régionaux d'Afrique dans l'enrichissement et la mise en oeuvre de l'Initiative société africaine à l'ère de l'information;

5. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission :

- i) de prendre des mesures, notamment de mobiliser un financement et une assistance technique, en coopération avec les Etats membres, les organisations régionales telles que l'Union panafricaine des télécommunications et le Système régional africain de communications par satellite, les organisations non gouvernementales, le secteur privé, les partenaires bilatéraux et internationaux, pour réaliser l'objectif de l'Initiative société africaine à l'ère de l'information;
- ii) d'incorporer le cadre d'action dans le programme de travail du secrétariat au titre des nouvelles orientations stratégiques du domaine d'activité de la Commission ayant trait à l'exploitation de l'information aux fins du développement;
- iii) de mettre en place un mécanisme régional pour aider au déroulement, au suivi et à la coordination de la mise en oeuvre des programmes et projets relevant de l'Initiative société africaine à l'ère de l'information;
- iv) d'établir un comité technique africain pour dispenser des avis sur les programmes et projets et évaluer les résultats;
- v) de veiller à ce que le document directif intitulé "Initiative société africaine à l'ère de l'information" prenne en considération l'équité entre les deux sexes afin d'apporter des réponses adéquates et équitables aux besoins des femmes et des hommes;



6. Prie également le Secrétaire exécutif de la Commission de lui faire rapport à sa prochaine réunion sur les progrès accomplis dans la mise en oeuvre de la présente résolution.

813 (XXXI). Amendement à la résolution 757 (XXVIII) sur la restructuration du mécanisme intergouvernemental de la Commission ayant trait à la Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 757 (XXVIII) en date du 5 mai 1993,

Rappelant en outre une résolution adoptée par la Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement à sa première session sur sa justification et son champ d'action,

Ayant pris note du rapport du Secrétaire exécutif sur les consultations menées entre l'Organisation de l'unité africaine, le Bureau de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur la portée des activités de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement et de la Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement<sup>5</sup>,

1. Décide d'amender ainsi que suit le dernier paragraphe de la section B.2, de la résolution 757 (XXVIII) :

Cette Conférence reprend les fonctions du Comité intergouvernemental régional des établissements humains et de l'environnement, qui est, par la présente, supprimé.

2. Invite le Secrétaire exécutif et le Comité ministériel de suivi des Quinze ou le Bureau de la Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement à formuler, sur la base des résultats de la septième session de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement prévue en 1997, des recommandations à l'intention de la session ordinaire de 1998 de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique, en vue d'une décision finale sur le statut de la Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement par rapport à la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement.

---

<sup>5</sup> E/ECA/CM.22/11/Add.2.

814 (XXXI). Mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique (DDIA) (1993-2002)

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions 47/177 du 22 décembre 1992 et 49/107 de décembre 1994 de l'Assemblée générale relatives à l'adoption du programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique invitant les pays africains et la communauté internationale à prendre des mesures concrètes pour assurer la mise en oeuvre complète et le succès de ce programme,

Rappelant également les résolutions 1993/65 en date de juillet 1993 et 1994/41 en date de juillet 1994 du Conseil économique et social relatives à la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie qui, entre autres, demandaient instamment aux pays africains d'accorder la priorité à la mobilisation de leurs propres ressources financières et invitaient leurs partenaires de développement et les institutions de financement du développement à fournir les ressources financières et techniques nécessaires pour la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie,

Rappelant en outre la Déclaration de Maurice sur le redressement et le développement industriels accélérés de l'Afrique dans le contexte de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique (1993-2002) et au-delà,

Rappelant par ailleurs la Déclaration de Yaoundé et la résolution GC5/res.20, adoptées par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, à sa cinquième session, qui accordaient un rang de priorité élevé à l'industrialisation de l'Afrique et à la réalisation des objectifs de la deuxième Décennie,

Ayant à l'esprit les résolutions 780(XXIX) du 4 mai 1994 sur la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie, 781(XXIX) du 4 mai 1994 sur le développement du secteur privé en vue d'accélérer la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie et 782(XXIX) du 4 mai 1994 sur le développement des industries de base pour la transformation structurelle des économies africaines, adoptées par la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique,

Réaffirmant que la responsabilité de la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie incombe au premier chef aux pays africains et que la mobilisation de leurs propres ressources et un apport

substantiel de ressources techniques et financières de la part de la communauté internationale sont nécessaires pour assurer l'industrialisation de l'Afrique,

1. Lance un appel à tous les pays africains et aux organisations intergouvernementales africaines pour qu'ils prennent des mesures concrètes pour assurer la pleine exécution de leurs programmes nationaux et sous-régionaux au titre de la deuxième Décennie;
  2. Invite les pays africains qui ne l'ont pas encore fait à réviser et mettre en oeuvre leurs programmes nationaux en définissant, en collaboration avec le secteur privé, des projets industriels concrets pouvant être exécutés et à élaborer des plans d'action pour leur réalisation, y compris la création d'institutions chargées de leur exécution;
  3. Invite également les pays africains à inclure les divers programmes de la Décennie dans leurs plans nationaux respectifs et à mettre en place leurs comités nationaux de suivi s'ils ne l'ont pas encore fait;
  4. Invite en outre les institutions internationales de financement du développement, notamment la Banque mondiale, la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique, la Banque africaine de développement ainsi que les banques et fonds sous-régionaux africains d'allouer des ressources substantielles à la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie aux niveaux national et sous-régional;
  5. Invite en outre les Etats africains à prendre des mesures concrètes dans les domaines des politiques, des institutions et autres pour assurer la réalisation d'un développement industriel viable dans le contexte du programme de la deuxième Décennie, notamment grâce à la promotion de techniques moins polluantes de production dans la réalisation des projets industriels et à l'application d'études de l'impact sur l'environnement aux investissements industriels proposés dans le programme de la Décennie;
  6. Décide de mettre fin aux fonctions du Comité des Dix et demande au secrétariat conjoint d'aider le bureau de la Conférence des ministres africains de l'industrie et les comités nationaux de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique à assurer le suivi de la mise en oeuvre de la deuxième Décennie;
  7. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et au Secrétaire
-

général de l'Organisation de l'unité africaine de prendre des mesures concrètes pour assurer la promotion de la deuxième Décennie au niveau international;

8. Adopte la mobilisation des ressources financières et la promotion des petites et moyennes entreprises/industries comme thèmes pour la Journée de l'industrialisation de l'Afrique respectivement pour 1996 et 1997;

9. Lance un appel à l'Assemblée générale pour qu'elle alloue des ressources accrues à la Commission économique pour l'Afrique afin de lui permettre d'apporter son appui aux pays africains dans les efforts qu'ils déploient pour mettre en oeuvre le programme de la Décennie;

10. Exhorte les pays africains à prendre des mesures concrètes dans les domaines des politiques, des institutions et autres pour assurer le succès de l'exécution de leurs programmes nationaux au titre de la Décennie, notamment l'instauration d'un environnement favorable pour assurer la participation active du secteur privé à la mise en oeuvre du programme et pour attirer les investissements nécessaires pour les projets industriels définis;

11. Demande aussi aux pays africains, à la Commission économique pour l'Afrique, à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et à l'Organisation de l'unité africaine d'entreprendre, à partir de 1997, une évaluation à mi-parcours de la mise en oeuvre du programme de la Décennie aux niveaux national, sous-régional et régional et d'établir des rapports pour chaque pays, pour les sous-régions et pour la région, rapports qui lui seraient présentés à sa prochaine réunion;

12. Demande par ailleurs au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel d'accorder un rang de priorité élevé à l'organisation de forums d'investissement nationaux et sous-régionaux ainsi qu'à l'utilisation de consultants africains pour leurs activités liées à la Décennie;

13. Demande également à la Commission économique pour l'Afrique et à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel d'organiser des réunions sous-régionales sur la révision, la concrétisation et l'évaluation des programmes pour la deuxième Décennie et d'élaborer des plans d'action pour leur mise en oeuvre;

14. Demande en outre au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel de lui faire conjointement rapport sur l'application de la présente résolution à sa prochaine réunion.

815 (XXXI). Mobilisation des ressources pour l'industrialisation de l'Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 47/177 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1992, en vertu de laquelle a été adopté le programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique,

Rappelant également la résolution GC5/Res.12 et la Déclaration de Yaoundé adoptées par la Conférence générale de l'ONUDI à sa cinquième session, ainsi que les conclusions et les recommandations du deuxième Colloque ministériel sur l'industrialisation des pays les moins avancés,

Rappelant en outre la résolution 2(XI) de la onzième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie sur le développement du secteur privé en vue d'accélérer la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique et au-delà,

Ayant à l'esprit les principaux objectifs prévus dans le mandat de la Conférence des ministres africains de l'industrie pour l'accélération du rythme de l'industrialisation dans la région, grâce à l'harmonisation des politiques et stratégies industrielles des Etats membres ainsi que des organisations intergouvernementales compétentes et à la mise en place et à l'utilisation des capacités cruciales en Afrique,

Consciente du rôle de pivot joué par l'industrialisation dans la transformation socio-économique de l'Afrique,

Considérant le nouvel environnement international caractérisé par les accords du Cycle d'Uruguay qui ont débouché sur la création de l'Organisation mondiale du commerce,

Considérant également la modicité de l'épargne intérieure imposant aux pays africains la mise en place de conditions favorables à l'investissement étranger,

Considérant en outre la garantie des droits de propriété intellectuelle en tant qu'une des conditions essentielles recherchées par les investisseurs privés pour mobiliser les ressources dans le secteur de l'industrie,

1. Prend note du document CAMI.12/8, ICE/1995/8 intitulé "Mobilisation des ressources financières pour la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique";
  2. Prend également note du document CAMI.12/9, ICE/1995/9 intitulé "Mise en valeur des ressources humaines pour l'industrialisation en Afrique";
  3. Se déclare préoccupée par les conséquences de l'accroissement de la dette extérieure, de l'effondrement des cours des produits de base et du tarissement des apports de ressources en Afrique;
  4. Fait appel aux pays africains pour qu'ils persévèrent dans leurs efforts visant à créer et à maintenir un environnement propice au développement du secteur privé et à l'accroissement des flux de capitaux privés, en particulier dans les activités productives, grâce à l'établissement du cadre macro-économique nécessaire qui mettrait l'accent sur l'amélioration des capacités requises pour le développement des infrastructures et la mise en valeur des ressources humaines;
  5. Adresse un appel aux gouvernements africains pour qu'ils créent et entretiennent un environnement favorable à la mobilisation des ressources intérieures;
  6. Invite les partenaires de l'Afrique pour le développement à apporter tout l'appui nécessaire pour améliorer les conditions des investissements pour les investisseurs aussi bien locaux qu'étrangers en accroissant substantiellement les apports de ressources au titre de l'aide publique au développement, en appliquant des programmes complets d'allègement de la dette, en soutenant les efforts des pays africains tendant à améliorer et à renforcer leurs capacités d'intermédiation financière, en modernisant les infrastructures et en participant activement à des activités de promotion des pays africains;
  7. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, au Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel ainsi qu'au Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, au Président de la Banque africaine de développement et au Groupe de la Banque mondiale de continuer de fournir aux pays africains l'assistance technique et financière dont ils ont besoin pour encourager le secteur privé et les investissements privés;
-



8. Demande instamment aux Etats membres africains et aux organisations régionales et sous-régionales de prêter une attention particulière et d'accorder la priorité au développement des compétences industrielles, notamment des capacités en matière de technologie, d'ingénierie et d'entreprise, dans les programmes nationaux de mise en valeur des ressources humaines, ainsi que de faire en sorte que des ressources suffisantes soient affectées à cette fin dans les budgets nationaux et dans les programmes de coopération technique du Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres organismes multilatéraux et bilatéraux de financement;

9. Exhorte les Etats africains à accorder une attention particulière aux institutions d'appui à la mise en valeur des ressources humaines et à trouver les moyens de renforcer les institutions de recherche - développement et de formation telles que le Centre régional africain de conception et de fabrication techniques, le Centre régional africain de technologie et l'Institut africain de développement économique et de planification;

10. Fait en outre appel à la Commission économique pour l'Afrique, à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et à d'autres organisations internationales afin qu'elles continuent d'aider les pays africains dans leurs activités de recherche - développement et de formation, en apportant une assistance technique et financière aux institutions sous-régionales et régionales comme le Centre régional africain de conception et de fabrication techniques, le Centre régional africain de technologie et l'Institut africain de développement économique et de planification;

11. Fait de plus appel à la Commission économique pour l'Afrique et aux autres organisations compétentes, en particulier l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Organisation internationale du Travail pour qu'ils accordent, dans leurs activités de coopération technique et d'autres d'activités qu'ils mènent en Afrique, un rang de priorité élevé à la valorisation des ressources humaines et au développement des compétences en gestion d'entreprises;

12. Demande également aux secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique, de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et de l'Organisation de l'unité africaine de prendre les mesures requises en vue d'établir un réseau d'information sur les institutions africaines de formation industrielle;

13. Exhorte en outre les gouvernements africains à formuler des politiques visant à accroître la participation des femmes au développement industriel;

14. Demande par ailleurs aux Etats membres africains et au secteur privé d'instituer des incitations afin de freiner l'exode des compétences de l'Afrique ainsi que d'utiliser et de gérer rationnellement les compétences locales;

15. Invite les gouvernements africains à se doter, grâce à l'appui des offices régionaux de propriété intellectuelle, des capacités suffisantes pour utiliser la propriété intellectuelle comme infrastructure du développement industriel devant favoriser la mobilisation de l'investissement privé dans le secteur de l'industrie, la satisfaction des besoins des opérateurs économiques en informations techniques et l'émergence de l'activité inventive et de la culture technologique, et pour accroître la capacité de négociation des Etats africains en matière de contrats de transfert de technologies;

16. Demande aussi au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, agissant en coopération avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, d'entreprendre des mesures de suivi pour la mobilisation des ressources aux niveaux national, sous-régional et régional pour l'industrialisation de l'Afrique et de soumettre conjointement à la Conférence des ministres africains de l'industrie un rapport biennal sur la question.

816 (XXXI). Renforcement de la contribution des femmes à l'exécution du programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique (1993 - 2002)

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 47/177 de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 22 décembre 1992 relative à l'adoption du programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique,

Consciente de la nécessité de mobiliser les hommes et les femmes d'Afrique afin de réaliser les objectifs de la deuxième Décennie,

Considérant les stratégies ingénieuses adoptées par les femmes et permettant aux familles, collectivités et nations africaines de survivre à la crise économique aiguë causée par l'endettement, l'ajustement structurel et la dévaluation de la monnaie,

Rappelant en outre la Position commune africaine pour la promotion de la femme adoptée en novembre 1994 à la cinquième Conférence régionale africaine de Dakar (Sénégal) préparatoire à la quatrième Conférence mondiale prévue à Beijing, (Chine) en septembre 1995,

Notant que les femmes représentent 52% des ressources humaines du continent,

1. Invite les gouvernements africains et les partenaires socio-économiques à :

- a) Supprimer les obstacles socio-culturels qui empêchent les femmes de participer pleinement au développement de l'Afrique;
- b) Sensibiliser les décideurs et autres responsables financiers et techniques aux questions concernant les femmes dans le développement industriel;
- c) Assurer une plus grande concordance entre les déclarations de principe et les mesures effectivement prises pour promouvoir le secteur privé tenu par les femmes en Afrique;

d) Incorporer, dans les politiques et stratégies industrielles des pays et des organisations sous-régionales, régionales et internationales, des stratégies et plans d'action axés sur les besoins spécifiques et les intérêts des femmes;

e) Reconnaître et renforcer le rôle des femmes en tant que producteurs dont les apports devraient être comptabilisés dans les statistiques nationales et rémunérés à leur juste valeur;

f) Promouvoir, dès le niveau élémentaire, l'accès des femmes à l'éducation, y compris l'initiation à la gestion d'entreprise, ainsi que l'octroi aux jeunes filles de bourses d'études dans le domaine de la science et de la technologie au niveau de l'enseignement secondaire et supérieur;

g) Multiplier les stages de formation de brève et de longue durée destinés aux femmes et portant sur la création d'entreprises, la gestion et les nouvelles technologies;

h) Faciliter la création d'entreprises en fournissant aux femmes les informations nécessaires, en mettant en place des structures d'assistance technique, en apportant des fonds pour l'élaboration de la documentation relative aux projets et en ouvrant l'accès au crédit;

i) Encourager les nouveaux services destinés à alléger le double fardeau des responsabilités familiales et professionnelles des femmes travaillant dans le secteur industriel comme promotrices d'entreprises ou salariées;

j) Renforcer les institutions mises en place par des femmes telles que les associations nationales, sous-régionales et régionales de femmes entrepreneurs;

2. Invite en outre les organisations internationales, en particulier l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine, à apporter un soutien aux pays africains dans les efforts qu'ils déploient pour la promotion de la femme.

817 (XXXI). Conférence régionale africaine sur la science et la technologieLa Conférence des ministres.

Réitérant sa conviction que la science et la technologie jouent un rôle stratégique et contribuent de façon décisive au soutien, à la relance ou à l'accélération de la croissance économique et du développement dans les pays africains,

Rappelant les objectifs de la Conférence, à savoir notamment a) de promouvoir activement la science et la technologie ainsi que la formulation de mesures propres à en assurer l'application au développement national, sous-régional et régional; b) d'accorder une attention particulière aux besoins des Etats membres les moins avancés, à l'application et à l'impact des technologies nouvelles et naissantes,

Reconnaissant son mandat d'institution intergouvernementale chargée d'aider et de conseiller la Commission économique pour l'Afrique dans l'élaboration et l'exécution de stratégies, politiques et programmes en vue de promouvoir le progrès scientifique et l'innovation technologique sur le continent africain,

Reconnaissant en outre le rôle qui lui est dévolu dans le renforcement de la coopération et de l'intégration régionales et sous-régionales dans le domaine de la science et de la technologie,

Reconnaissant également que l'environnement international a connu de profondes mutations au cours de ces dernières années et que les politiques mises en oeuvre en Afrique dans le domaine de la science et de la technologie nécessitent un remodelage ou une adaptation au nouveau contexte et aux nouveaux défis du XXI<sup>e</sup> siècle,

Consciente de la nécessité de bâtir une nouvelle vision de l'Afrique en tant que partenaire à part entière du développement mondial,

Ayant à l'esprit les succès considérables réalisés par certains pays d'Asie dans le domaine du progrès technologique et économique et de la compétitivité industrielle, succès qui peuvent constituer une source d'inspiration et d'encouragement pour les pays d'Afrique,

Réaffirmant que le renforcement des capacités dans le domaine de la science et de la technologie pour le développement en Afrique doit demeurer l'une des questions hautement prioritaires à l'ordre du jour de la Commission économique pour l'Afrique,

Soulignant la nécessité pour les pays d'Afrique de promouvoir l'accès à des technologies et à un savoir-faire écologiquement rationnels, ainsi que d'en faciliter le transfert,

Notant avec préoccupation la baisse du niveau de l'aide au développement et de l'assistance technique en Afrique, les conséquences négatives à court terme des nouveaux accords de l'Uruguay Round conclus dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ainsi que la faiblesse des crédits commerciaux internationaux et de l'investissement en Afrique,

Consciente aussi qu'il importe au plus haut point pour les pays d'Afrique d'augmenter substantiellement le niveau des investissements dans les applications et l'utilisation de la technologie en vue de réaliser des taux de croissance permettant d'éliminer la pauvreté,

Sachant que les pays d'Afrique doivent s'écarter des politiques de protection et d'introversion et favoriser les mécanismes susceptibles d'accroître de façon substantielle les niveaux de financement pour le développement de la technologie et la croissance économique,

Notant que pour accroître la contribution de la science et de la technologie et encourager la croissance économique, les pays d'Afrique doivent de façon plus résolue mettre en oeuvre des réformes économiques et créer un environnement favorable,

Notant en outre la nécessité d'une approche plus proactive du développement de la science et de la technologie, spécialement en ce qui concerne les liens avec l'industrialisation,

1. Invite instamment les Etats membres à :

a) Participer activement et au plus haut niveau de prise de décisions, y compris au niveau ministériel, aux travaux de la Conférence, à assurer sa continuité et à contribuer à la mise en oeuvre de ses recommandations et résolutions;

b) Formuler ou réexaminer leurs politiques et structures dans le domaine de la science et de la technologie, et de les traduire dans des législations appropriées pour leur application, en fonction du

nouveau contexte international caractérisé, entre autres, par une baisse de l'aide publique au développement et de l'assistance technique, un endettement élevé, un nouveau régime pour le commerce et les investissements, un rôle accru du secteur privé et du financement privé, le développement de l'économie de marché, la libéralisation économique, l'interdépendance et la mondialisation;

c) Mettre en place, en vue de promouvoir le progrès scientifique et l'innovation technique, des régimes incitatifs incluant les éléments ci-après :

- i) stimulants de base relatifs au marché (concurrence, propriété privée, ouverture à l'économie mondiale, efficacité de l'administration);
- ii) stimulants institutionnels et infrastructurels (information, communication, système des pépinières d'entreprises, transfert, promotion, diffusion, vulgarisation, coordination, zones franches);
- iii) stimulants financiers (capitaux à risque, petits crédits, etc.);
- iv) stimulants fiscaux (exonérations, abattements, dégrèvements, trêves, amortissements accélérés);
- v) stimulants budgétaires (subventions de modernisation, dégrèvements fiscaux liés à l'investissement etc.);
- vi) stimulants juridiques et réglementaires (droits de propriété, normes technologiques);
- vii) stimulants relatifs à la passation des marchés publics;
- viii) stimulants honorifiques (prix, récompenses),
- ix) stimulants destinés à améliorer le niveau des connaissances (bourses, mesures d'encouragement des filles, apprentissage, congés sabbatiques, voyages d'étude, participation aux séminaires, consultations, etc.).

d) Renforcer leurs capacités en matière de technologies et de financement par le biais, entre autres, du recours à l'investissement étranger direct que l'on peut attirer en mettant en place :

- i) une démocratie stable;
- ii) un régime concurrentiel transparent, prévisible et géré de façon efficace, concernant à la fois la politique commerciale, la politique d'investissement, la politique d'immigration, la politique industrielle et celle de l'emploi ainsi que la politique des brevets et de la propriété intellectuelle;
- iii) une infrastructure physique adéquate, en particulier dans le domaine des transports et des communications;
- iv) un réseau efficace de fournisseurs;
- v) un système financier fiable, diversifié et dynamique;
- vi) un bon réseau de services de soutien technologique comportant des structures techniques de formation, des services de perfectionnement, des normes, des services de métrologie et de contrôle de la qualité, des systèmes d'information (bases de données, pleine connectivité à Internet);

e) Accélérer l'acquisition, l'absorption et l'assimilation de technologies grâce aux actions suivantes :

- i) élaboration d'une politique générale claire en matière de transfert de technologie qui serait approuvée par les plus hautes autorités de l'Etat;
  - ii) prise de mesures visant à renforcer la formation aux divers aspects du transfert de technologie;
  - iii) élaboration de lois, règlements et principes directeurs favorisant la concurrence de sorte à faciliter le transfert et l'acquisition de technologies écologiquement rationnelles, culturellement compatibles, socialement bénéfiques, économiquement avantageuses et viables;
-



- iv) réduction des obstacles culturels et politiques au transfert et au développement de technologies et promotion des valeurs que sont le changement, l'ouverture, l'autonomie, l'initiative privée, l'esprit d'entreprise, la liberté et la stabilité;
- f) Créer une structure gouvernementale forte chargée de :
  - i) concevoir et gérer une politique de transfert et d'acquisition de technologies plus sélective et conforme aux objectifs nationaux;
  - ii) réaliser des évaluations et des prospectives technologiques;
  - iii) apporter un appui aux entrepreneurs dans leurs transactions en vue de l'acquisition de technologies étrangères;
  - iv) conseiller les pouvoirs publics sur les questions de transfert de technologie;
  - v) élaborer des politiques sous-régionales concertées et harmonisées de transfert et d'acquisition de technologies de sorte à assurer une utilisation optimale des ressources et à adopter une position commune ferme face à la concurrence pour l'acquisition de technologies étrangères et
  - vi) assurer le bon usage des ressources;
- g) Mettre en place un environnement favorable en redoublant d'efforts pour le renforcement des capacités d'application des technologies internationales en procédant à des réformes de leurs structures économiques afin qu'ils puissent susciter plus d'intérêt sur la scène internationale, mieux absorber les technologies nécessaires, mieux exploiter les complémentarités technologiques entre elles et participer davantage à l'économie régionale et mondiale;
- h) Appliquer d'urgence des politiques visant à freiner l'exode des compétences et à tirer profit des connaissances des ressortissants africains travaillant à l'étranger;
- i) Prendre des mesures en vue de mettre en oeuvre le Protocole de la Communauté économique africaine relatif à la science et à la technologie en veillant à :

- i) renforcer leurs capacités scientifiques et technologiques grâce à des programmes visant à assurer une application judicieuse de la science et de la technologie au développement;
  - ii) améliorer les structures existantes et renforcer les capacités institutionnelles des Etats membres pour le développement, la gestion, l'utilisation et la vulgarisation des technologies nouvelles aussi bien que traditionnelles;
  - iii) promouvoir la coopération concernant tous les aspects de l'application de la science et de la technologie au développement, l'acquisition et l'assimilation de technologies ainsi que leur adaptation aux conditions locales;
  - iv) renforcer les institutions et associations scientifiques et technologiques nationales, sous-régionales et régionales;
- j) Intensifier l'acquisition et l'application de la science et de la technologie nucléaires en vue d'améliorer la gestion des ressources en eau, la protection de l'environnement, la production d'énergie, la production vivrière et agricole, la protection radiologique et la sûreté en matière de radiation, la production animale, la santé humaine et animale et le contrôle de la qualité et autres usages dans le secteur industriel et, à cet effet, appuie l'adhésion des pays africains à l'Agence internationale de l'énergie atomique et à l'Accord régional de coopération sur la recherche, le développement et la formation dans le domaine de la science et de la technologie ainsi que leur participation au Programme régional africain ainsi qu'au Groupe sectoriel de la Commission économique pour l'Afrique sur la science et la technologie nucléaires, en assurant la complémentarité des efforts entrepris au titre des divers cadres de coopération;
- k) Mettre au point et actualiser périodiquement une série d'indicateurs scientifiques et technologiques afin de disposer d'informations utiles pour l'élaboration de politiques scientifiques et technologiques et de suivre les progrès scientifiques et technologiques;
- l) Accorder une attention spéciale aux femmes et leur donner les moyens d'être autonomes grâce à la science et à la technologie de manière à accroître la productivité et à accélérer le processus de développement;
- m) Intensifier l'enseignement des mathématiques, des sciences et de la technologie aux niveaux primaire et secondaire;
-

n) Accorder plus d'importance à la collaboration et la coopération avec :

- i) avec la Commission économique pour l'Afrique, l'Organisation de l'unité africaine et la Banque africaine de développement dans le domaine de la science et de la technologie, y compris la mise en oeuvre du Protocole de la Communauté économique africaine relatif à la science et à la technologie;
- ii) avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, notamment le Centre régional africain de conception et de fabrication techniques, le Centre régional africain de technologie, l'Organisation régionale africaine de normalisation, l'Agence africaine de biotechnologie, l'Organisation africaine de propriété intellectuelle et l'Organisation régionale africaine de propriété industrielle;

2. La Conférence décide en outre de :

a) Créer cinq conférences sous-régionales sur la science et la technologie ayant les objectifs ci-après :

- i) favoriser la coopération et l'intégration sous-régionales en matière de science et de technologie;
- ii) élaborer des politiques sous-régionales en tenant compte des avantages relatifs des Etats membres et des complémentarités entre eux;
- iii) élaborer et exécuter des projets sous-régionaux; enfin;
- iv) collaborer au renforcement de la capacité régionale en matière de science et de technologie; et
- v) de créer des groupes de travail sectoriels, incluant le travail en réseaux, dont un groupe sectoriel de travail sur les parcs scientifiques et technologiques et un groupe sectoriel de travail sur la science et la technologie nucléaires;

b) D'accorder un appui entier aux activités de la Commission économique pour l'Afrique en science et en technologie afin d'apporter un soutien aux Etats membres dans l'incorporation de la science et de la technologie dans leurs activités de développement socio-économique, notamment pour la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la qualité de vie; y compris :

- i) l'élaboration de législations types pour l'application de politiques scientifiques et technologiques;
- ii) la promotion de mesures visant à accroître la capacité des entreprises à exploiter la science et la technologie;
- iii) l'élaboration de programmes de vulgarisation de la science et de la technologie par le biais des médias;
- iv) l'élaboration, pour le XXI<sup>e</sup> siècle, de grandes options en matière de science et de technologie pour l'Afrique;
- v) la fourniture de services consultatifs aux Etats membres sur divers aspects du développement et de l'application de la science et de la technologie;

c) De demander aux organisations du système des Nations Unies d'intensifier leur coopération avec la Commission économique pour l'Afrique et leur appui aux organisations et pays africains dans la promotion de la science et de la technologie sur le continent;

d) D'apporter son concours à la Commission économique pour l'Afrique dans la recherche de fonds pour l'exécution de projets extrabudgétaires dans les domaines prioritaires définis par la Conférence;

e) De recommander un amendement à son mandat, alinéa (d), de manière à y inclure une attention spéciale aux femmes et aux enfants;

818 (XXXI). Promotion de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales en Afrique

La Conférence des ministres,

Tenant compte de l'objectif global de la Conférence des ministres africains responsables de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales et de l'énergie, à savoir la promotion de la coopération entre les pays africains dans la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales et énergétiques dans le continent et du thème central de la Conférence : "Politiques, stratégies et programmes tendant à une plus grande contribution des ressources minérales et de l'énergie au développement socio-économique de l'Afrique";

Consciente du faible degré d'application des recommandations/résolutions de la Conférence par l'ensemble des parties impliquées dans la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique et reconnaissant en outre la nécessité d'améliorer la situation;

Notant avec inquiétude le paradoxe existant entre les richesses en ressources minérales du continent et les conditions socio-économiques lamentables des populations;

Tenant en outre compte de la volonté des gouvernements africains de placer le bien-être de leur peuple au centre du développement durable et considérant que tous les Etats et peuples africains coopéreront dans la tâche fondamentale d'élimination de la pauvreté en tant que nécessité incontournable pour un développement durable;

Notant que dans nombre de pays africains, le secteur privé local est encore à l'état embryonnaire et ne dispose pas de moyens suffisants lui permettant de contribuer efficacement à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources minérales et énergétiques en Afrique;

Reconnaissant la faiblesse des industries de transformation des ressources minérales et la nécessité de renforcer les moyens et capacités des pays africains en vue de mettre totalement en valeur leurs ressources minérales;

Reconnaissant en outre l'importance de la participation du secteur privé dans la mise en valeur des ressources minérales de la région;

Tenant compte de l'importance de l'extraction minière à petite échelle pour le développement socio-économique des peuples africains, notamment en zone rurale, et consciente de la nécessité de développer ce secteur;

Notant avec satisfaction les efforts déployés par les Etats membres pour renforcer la coopération entre eux dans les domaines de la mise en valeur et de l'utilisation des minéraux et reconnaissant en outre la nécessité de mettre en place des mécanismes en vue de consolider ce type de coopération;

Reconnaissant en outre que les gouvernements africains, le système des Nations Unies et d'autres organisations et institutions internationales et intergouvernementales, le secteur privé, les organisations non gouvernementales et d'autres groupes constituent des acteurs importants dans le processus du développement durable;

1. Invite la Commission économique pour l'Afrique à entreprendre des études sur des minéraux sélectionnés en vue de permettre aux Etats membres de disposer d'informations et de données nécessaires lors de l'élaboration de leurs politiques, stratégies et programmes en matière de mise en valeur des minéraux;

2. Exhorte les Etats membres à mettre en place des politiques, stratégies, stimulants et instruments tels que les marchés de capitaux, les fonds spéciaux pour la recherche etc. en vue d'encourager les entrepreneurs locaux à participer plus efficacement à la mise en valeur des ressources minérales;

3. Engage les Etats membres à adopter des politiques permettant d'encourager davantage la transformation des minéraux en vue de tirer un meilleur profit de la valeur ajoutée et d'autres avantages tels que la création d'emplois supplémentaires et une utilisation accrue des minéraux;

4. Recommande l'élaboration par la Commission économique pour l'Afrique d'études sur :

- a) la privatisation et ses conséquences sur le développement des industries minières en Afrique; et
- b) les cadres macro-économiques africains et leur impact sur la performance des industries minières du continent;

5. Recommande également aux Etats membres de mettre l'accent sur la création de bases de données électroniques sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales, avec pour objectif de les relier entre elles afin de faciliter l'accès réciproque à l'information et aux données concernant les produits minéraux;

6. Invite la Commission économique pour l'Afrique à entreprendre des études sur la normalisation des formats des bases de données électroniques afin de permettre l'établissement de réseaux et d'assurer la compatibilité;

7. Engage la Commission économique pour l'Afrique à charger un groupe d'experts de la réalisation d'une étude sur les divers modèles et instruments nécessaires à la promotion de l'extraction minière à petite échelle;

8. Demande à la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine, de convoquer une réunion des groupements économiques sous-régionaux en vue d'examiner la création, au sein de ces groupements, de mécanismes qui seraient chargés d'encourager la coopération dans les secteurs des minéraux et d'élaborer un accord sur la question;

9. Engage les Etats membres à harmoniser et coordonner des politiques, stratégies et programmes de mise en valeur des minéraux qui se renforcent mutuellement au niveau régional;

10. Recommande que la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec la Banque africaine de développement, poursuive sur une base périodique, l'établissement du répertoire des experts africains dans les secteurs des minéraux et de l'énergie;

11. Invite instamment la Commission économique pour l'Afrique à aider les Etats membres dans l'élaboration de codes des investissements appropriés dans les secteurs minier et énergétique, pour les négociations avec des investisseurs potentiels dans ces secteurs;

12. Propose que soit proclamée une décennie pour la mise en valeur des industries minérales en Afrique et, à cet égard, recommande que la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec les Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine, les organisations internationales compétentes, les institutions intergouvernementales africaines et d'autres institutions, établisse un programme pour cette décennie, qui sera présenté à l'examen de la Conférence régionale à sa prochaine session;

13. Lance un appel au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies afin qu'il prenne les mesures nécessaires au renforcement du département de la Commission économique pour l'Afrique responsable de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales en fournissant des ressources financières et humaines suffisantes afin de permettre à cette institution de s'acquitter de son mandat;

14. Lance un appel aux Etats membres, aux organisations intergouvernementales et à la Commission économique pour l'Afrique pour qu'ils poursuivent l'application des recommandations/résolutions de la cinquième Conférence régionale, notamment en ce qui concerne la protection de l'environnement contre les effets pervers de l'extraction minière, le développement des ressources humaines ainsi que la coopération et l'intégration sous-régionales intra-africaines dans le domaine de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales;

15. Recommande que les pays africains intensifient leur coopération et l'intégration dans le domaine de la mise en valeur des ressources minérales en accordant la priorité aux programmes et projets multinationaux.



819 (XXXI). Promotion de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources énergétiques en Afrique

La Conférence des ministres.

Tenant compte de l'objectif global de la Conférence qui est de formuler et de promouvoir des politiques, stratégies et programmes en vue d'une contribution plus grande des ressources minérales et énergétiques au développement socio-économique en Afrique, à l'horizon de l'an 2020,

Tenant en outre compte du fait qu'il ne saurait y avoir de développement économique durable sans l'utilisation et la mise en valeur rationnelle des ressources énergétiques, sur une base durable,

Considérant que l'Afrique possède des ressources énergétiques classiques et renouvelables considérables et que les ressources énergétiques n'ont jusqu'ici contribué que très peu au développement du continent en général et au développement rural en particulier,

Se rendant compte que l'énergie est un facteur crucial pour le développement et la transformation des régions rurales où se trouve la majorité de la population,

Se rendant en outre compte que les gouvernements, le secteur privé, les organisations non gouvernementales et d'autres groupes sont des acteurs importants dans le processus de la mise en valeur durable des ressources énergétiques et considérant l'importance des réformes en cours pour maximiser le rôle de ces acteurs en vue du développement du secteur,

Sachant que pour réaliser le développement économique durable et la transformation des communautés rurales, il est nécessaire d'accroître considérablement le niveau des services disponibles dans le domaine énergétique pour que toutes les couches de la société, particulièrement les pauvres en bénéficient,

Reconnaissant également que la mise en valeur de l'énergie doit viser à atténuer la pauvreté rurale en fournissant des sources d'énergie appropriées pour des activités économiques productives,

Prenant en considération le Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique, le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine et les résolutions de diverses conférences sur la nécessité de la coordination et de l'intégration des activités dans le domaine de l'énergie aux niveaux sous-régional et régional,

Reconnaissant que la mise en valeur et l'exploitation durable des ressources énergétiques devraient prendre en compte la préservation de l'environnement pour les générations futures.

A. Politiques et stratégies

1. Recommande que les Etats africains continuent à formuler et appliquer des stratégies et des politiques énergétiques cohérentes qui accroissent la contribution de l'énergie au développement socio-économique et qui mettent l'accent sur la coopération régionale et sous-régionale, en s'inspirant de l'expérience précieuse des diverses institutions sous-régionales et régionales;

2. Prie les Etats membres d'adapter leurs politiques et stratégies énergétiques afin de satisfaire les besoins spécifiques et aspirations de leurs populations - en particulier l'aspect démarginalisation de la femme - notamment dans les zones rurales en vue d'améliorer leur bien-être socio-économique;

3. Recommande que les Etats africains membres élaborent des programmes de conservation et d'efficacité énergétiques en tant qu'élément important de leurs politiques et stratégies dans le domaine de l'énergie;

4. Engage les Etats africains à adopter des stimulants fiscaux et financiers appropriés, à créer des mécanismes de crédit et une infrastructure fiscale adéquats en vue de permettre aux consommateurs à faible revenu d'accéder plus facilement à l'énergie, y compris les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, pour satisfaire leurs besoins énergétiques;

5. Appelle les Etats africains à poursuivre, quand et là où cela s'avérera viable, la coopération sous-régionale et régionale ainsi que l'interconnexion de leurs systèmes énergétiques;

B. Participation du secteur privé et déréglementation

6. Exhorte les Etats africains à entreprendre des actions concrètes parmi lesquelles des réformes sectorielles et la participation du secteur privé en mettant en place l'environnement favorable au fonctionnement optimal du secteur de l'énergie afin d'accroître le rendement, la production et l'approvisionnement en énergie;

---

7. Exhorte également les Etats africains à encourager des réformes sectorielles permettant de donner davantage d'autonomie à leurs institutions énergétiques de façon à les rendre plus compétitives;

#### C. Lutte contre la pauvreté

8. Invite les Etats africains à établir des institutions publiques spécialisées ou à renforcer celles qui existent déjà pour s'occuper de l'électrification des zones rurales et accroître la fourniture d'énergie, en collaboration avec les organisations non gouvernementales;

9. Recommande que les Etats africains mettent en valeur leurs ressources énergétiques nouvelles et renouvelables et accroissent les activités productives en vue d'alléger la pauvreté;

10. Lance un appel aux Etats africains pour qu'ils commencent, aux niveaux régional et sous-régional, à fabriquer localement des turbines et générateurs pour mini-centrales hydro-électriques et mettent en place des installations pour la fabrication de l'équipement permettant d'utiliser les ressources énergétiques renouvelables en vue d'améliorer l'accès à l'énergie dans les zones rurales et réaliser des programmes durables d'électrification rurale;

11. Exhorte les Etats africains à établir des mécanismes novateurs pour fournir une assistance financière et technique aux petits et moyens utilisateurs de l'énergie en ce qui concerne l'accès à l'énergie ainsi qu'à l'équipement et aux appareils connexes;

#### D. Coopération et intégration

12. Recommande que la Commission africaine de l'énergie soit établie initialement et provisoirement en tant que structure légère utilisant les moyens institutionnels existants à la Commission économique pour l'Afrique, à l'Organisation de l'unité africaine, à la Banque africaine de développement et dans les groupements économiques sous-régionaux, en attendant le moment opportun pour la création de la Commission africaine de l'énergie;

13. Invite les Etats africains à promouvoir la solidarité par le biais du développement de la coopération régionale, l'échange d'informations et de données d'expérience, la coordination des programmes et l'exploitation des énergies complémentaires qui existent dans la plupart des régions africaines ainsi que par la formation et une gestion commune des innovations technologiques;

14. Lance un appel à la Commission économique pour l'Afrique et à d'autres organisations africaines afin qu'elles établissent des réseaux énergétiques pour l'échange de l'information relative à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources énergétiques en général et des ressources énergétiques nouvelles et renouvelables en particulier;

15. Demande au Président de la Banque africaine de développement de poursuivre la mise en oeuvre du Programme énergétique africain (PEA) et de renforcer l'organe responsable des questions énergétiques.

820 (XXXI). Organisation d'une réunion sur la coopération économique entre pays en développement (CEPD)/coopération technique entre pays en développement (CTPD)

La Conférence des ministres,

Rappelant la session extraordinaire de la Conférence des ministres africains du commerce qui s'est tenue à Addis-Abeba du 14 au 17 décembre 1990 et a permis d'adopter les Stratégies pour la relance, le redressement et la croissance du commerce africain dans les années 90 et au-delà,

Rappelant également la résolution 47/183 de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 22 décembre 1992 sur la huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

Réaffirmant le Plan d'action de Buenos Aires sur la coopération technique entre pays en développement en date de septembre 1978, le Plan d'action de Caracas du Groupe des 77 sur la coopération économique entre pays en développement en date de mai 1981, la Déclaration de Téhéran de novembre 1991 du Groupe des 77, l'Engagement de Carthagène en date de février 1992, la Déclaration de la seizième réunion annuelle des ministres des affaires étrangères du Groupe des 77 en date d'octobre 1992, le communiqué conjoint de la troisième réunion au sommet du groupe pour les consultations et la coopération Sud-Sud en date de novembre 1992,

Se référant à la douzième session de la Conférence des ministres africains du commerce tenue à Tunis du 22 au 24 octobre 1993,

Considérant l'importance du commerce et de la coopération Sud-Sud,

Convaincue qu'en raison de la mondialisation et de la libéralisation de l'économie internationale, les pays du Sud devraient renforcer leur coopération économique et technique dans le cadre des efforts qu'ils déploient pour diversifier leurs économies,

Notant que les pays en développement ont mis en place avec succès des dispositions institutionnelles pour favoriser la coopération économique,

Gardant à l'esprit que bon nombre de déclarations ou proclamations adoptées dans le passé concernant les dispositions institutionnelles et de réunions sur la coopération économique entre pays en

développement/coopération technique entre pays en développement n'ont jusqu'ici pas pu imprimer l'élan attendu dans la coopération économique entre pays en développement,

Considérant le manque de coordination entre les institutions de développement, les organismes gouvernementaux, les communautés économiques régionales et les opérateurs économiques du secteur privé des pays en développement, dans la mobilisation des ressources disponibles sur place, en particulier à un moment où les ressources des pays développés destinées à l'Afrique se tarissent,

Convaincue que la définition et l'exécution de programmes concrets et substantiels de coopération économique entre pays en développement et de coopération technique entre pays en développement peuvent contribuer de façon appréciable à l'expansion du commerce entre pays en développement,

1. Se félicite de la proposition du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique tendant à organiser une réunion regroupant les commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées compétentes, les banques régionales de développement, les communautés économiques sous-régionales et les pays qui ne sont pas encore membres d'une communauté économique sous-régionale, les organisations commerciales, les institutions régionales et les institutions spécialisées sous-régionales africaines, les centres d'excellence s'occupant de coopération Sud-Sud, les centres scientifiques et de recherche et d'autres organisations et personnalités concernées par la coopération économique entre pays en développement et la coopération technique entre pays en développement, en vue d'élaborer un nouveau cadre d'action, de définir et de formuler des projets spécifiques de coopération économique entre pays en développement et de coopération technique entre pays en développement afin de donner à ces formes de coopération des orientations concrètes, ce qui représenterait une percée importante dans l'histoire de la coopération Sud-Sud et le meilleur moyen de sortir de la situation socio-économique difficile qui prévaut;

2. Invite Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de poursuivre le travail d'organisation de la Conférence, dans un cadre bien conçu;

3. Prie en outre le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de servir d'organe de coordination, d'assurer la direction dans l'élaboration de plans favorisant l'initiative et d'appliquer ces plans en étroite collaboration avec les autres commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, le Président de la Banque africaine de développement ainsi que le Secrétaire général de la CNUCED et l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement;

4. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de mettre minutieusement au point un plan d'action prévoyant des séminaires et ateliers, afin de faire connaître aux responsables africains les programmes de coopération économique entre pays en développement/coopération technique entre pays en développement;

5. Invite l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement et les donateurs multilatéraux et bilatéraux à envisager favorablement de financer la Conférence et les programmes connexes;

6. Invite en outre les Etats membres à participer pleinement au lancement de la Conférence envisagée le plus tôt possible;

821 (XXXI). Plan d'action de huit ans pour le développement du commerce intra-africain

La Conférence des ministres,

Rappelant la session extraordinaire de la Conférence des ministres africains du commerce qui s'est réunie à Addis-Abeba du 14 au 17 décembre 1990 et a adopté les Stratégies pour la relance, le redressement et la croissance du commerce africain dans les années 90 et au-delà,

Rappelant également le Traité instituant la Communauté économique africaine, adopté par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement africains à Abuja (Nigéria) en juin 1991,

Notant avec préoccupation le faible niveau du commerce intra-africain,

Consciente de l'importance du commerce intra-africain dans l'intégration économique régionale et de son rôle en tant que clé de voûte du développement de l'Afrique,

Consciente en outre de la nécessité de diversifier la production et les marchés grâce à l'accroissement des niveaux d'investissement ainsi qu'à la mise en place et à l'utilisation de capacités humaines et institutionnelles et d'infrastructures suffisantes,

1. Fait sien le Plan d'action pour le développement du commerce intra-africain tel que proposé par la Commission économique pour l'Afrique;

2. Exhorte les pays africains à appuyer pleinement et à mettre en oeuvre le Plan d'action de huit ans pour le développement du commerce intra-africain;

3. Exhorte en outre les chefs de secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique, de l'Association des organisations africaines de promotion commerciale, de la Communauté économique africaine, du Centre du commerce international, de la CNUCED, de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, des groupements économiques sous-régionaux, de l'Organisation mondiale du tourisme, de la Banque mondiale, des centres nationaux d'investissement et de développement du commerce et de la Banque africaine de développement à coopérer et à coordonner leurs efforts en vue de mettre en oeuvre le Plan d'action;



4. Exhorte également le Programme des Nations Unies pour le développement ainsi que les organismes donateurs multilatéraux et bilatéraux à appuyer le Plan et à fournir des ressources pour le financement de programmes y relatifs.

822 (XXXI). Mise en oeuvre du Traité instituant la Communauté économique africaine; renforcement des communautés économiques régionales; rationalisation et harmonisation des activités des communautés régionales et sous-régionales.

La Conférence des ministres,

Considérant l'entrée en vigueur le 12 mai 1994 du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine,

Considérant en outre l'impérieuse nécessité d'accélérer le processus d'intégration, eu égard aux défis auxquels le continent fait face pour son développement, dans le contexte d'une mondialisation de l'économie, de la création et de la consolidation de groupements économiques régionaux et sous-régionaux dans les pays développés et dans la perspective ouverte par la conclusion des négociations du Cycle d'Uruguay,

Rappelant que la première phase de la mise en oeuvre du Traité d'Abuja porte sur le renforcement des communautés régionales, définies comme cadres et instruments de réalisation des objectifs de la Communauté économique africaine,

Considérant aussi la nécessité d'une rationalisation de la coopération et de l'intégration économiques dans les espaces régionaux définis par le Traité d'Abuja, et ayant à l'esprit l'inadéquation des ressources financières requises pour la réalisation des objectifs de l'intégration,

Constatant les faibles résultats enregistrés jusque-là dans le processus de rationalisation par voie institutionnelle des organismes de coopération et d'intégration,

Considérant la nécessité d'éliminer les blocages générés par l'existence de plusieurs traités dans une même région, notamment dans le domaine de la libéralisation des échanges,

Consciente des limites objectives du système de contributions directes sur les budgets des Etats membres pour le financement du processus d'intégration, et de la nécessité de rendre irréversible et plus crédible ledit processus,

1. Invite instamment les Etats membres qui n'ont pas encore ratifié le Traité d'Abuja à le faire de toute urgence;

2. Réaffirme la nécessité pour chaque pays africain de devenir membre d'une communauté régionale ou sous-régionale;

3. Demande aux Etats membres, aux communautés régionales et sous-régionales :

a) D'engager instamment un programme de rationalisation et d'harmonisation des politiques communautaires en matière d'échanges commerciaux par l'unification, dans chaque espace régional, des instruments de libéralisation des échanges, notamment :

- i) les schémas de désarmement tarifaire;
- ii) les règles d'origine;
- iii) les certificats d'origine;
- iv) les mécanismes de compensation;
- v) les nomenclatures tarifaires et statistiques;

b) De soutenir et renforcer le processus d'intégration régionale par l'adoption de mesures appropriées pour la mise en oeuvre de tarifs extérieurs, d'une fiscalité intérieure et d'une politique des prix permettant de conférer aux produits africains une meilleure position concurrentielle sur leurs propres marchés;

c) De promouvoir et d'encourager la participation du secteur privé au processus d'intégration;

d) D'élaborer et de mettre en oeuvre des mécanismes de ressources propres au niveau des communautés économiques régionales et sous-régionales pour un financement adéquat et régulier du processus d'intégration économique du continent;

4. Demande en outre aux Etats membres et aux communautés régionales et sous-régionales de formuler et de mettre en oeuvre des actions appropriées pour l'harmonisation des autres politiques sectorielles d'intégration;

5. Invite le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine et le Président de la Banque africaine de développement à apporter une assistance aux communautés économiques régionales et sous-régionales pour la mise en oeuvre de ce programme de rationalisation et l'élaboration de mécanismes de ressources propres pour le financement de l'intégration, notamment par la réalisation des études techniques requises;

6. Demande au Programme des Nations Unies pour le développement et aux autres donateurs et bailleurs de fonds d'apporter leur concours pour le financement des études et activités identifiées pour la réalisation de ce programme;

7. Se félicite des progrès enregistrés par certaines communautés régionales dans la mise en oeuvre de leurs programmes et les exhorte à une accélération du processus engagé;

8. Invite le Secrétariat conjoint Commission économique pour l'Afrique/Organisation de l'unité africaine/Banque africaine de développement à tout mettre en oeuvre pour une impulsion dynamique et une bonne coordination des activités des communautés économiques régionales et sous-régionales.

9. Fait appel au Secrétariat conjoint Organisation de l'unité africaine/Commission économique pour l'Afrique/Banque africaine de développement pour la mise en oeuvre du Traité d'Abuja afin qu'il accélère le processus d'élaboration des protocoles à annexer au Traité.

---

**823 (XXXI). Développement du tourisme en Afrique****La Conférence des ministres,**

**Considérant** les problèmes inhérents au développement du tourisme en Afrique tant au niveau régional qu'au niveau sous-régional,

**Considérant** l'importance grandissante des contributions du tourisme tant comme facteur de développement économique, social et culturel que comme facilitateur de l'intégration africaine,

1. **Adopte** les dispositions suivantes en vue de la création de conditions propices à l'exploitation rationnelle et efficace des ressources touristiques du continent,

**A. Au niveau régional**

a) Etablissement de pôles de développement du tourisme, grâce à la création de lieux de centralisation et de répartition du trafic touristique d'une sous-région;

b) Regroupement, dans le cadre de la Déclaration de Kinshasa sur le tourisme africain (1987), en une fédération régionale africaine (organisme panafricain pour la promotion conjointe du tourisme), des mécanismes sous-régionaux chargés de promouvoir conjointement la destination Afrique et de créer des circuits inter-Etats et intra-africains, en se fondant sur la complémentarité des produits ainsi que sur les structures de coopération intra-africaine et d'intégration régionale;

c) Etablissement d'infrastructures tertiaires dans les sites touristiques et dans les lieux d'intérêt touristique; facilitation de l'intégration de la population et incitation de celle-ci à consommer largement les ressources culturelles et naturelles de ces sites;

d) Création de produits touristiques à partir des composants traditionnels mais également diversification desdits produits, grâce à l'intégration de nouveaux composants tels que le tourisme à thème et le tourisme écologique et en tenant compte des caractéristiques et des richesses particulières des différents pays;

- e) Facilitation, grâce à la législation voulue, de l'émergence d'un secteur privé africain motivé et compétent, apte à être le partenaire privilégié des administrations nationales du tourisme pour la définition de politiques et à jouer un rôle d'avant-garde dans les activités de promotion et de gestion des produits touristiques. Les autorités gouvernementales prendront aussi des mesures pour faciliter la participation d'investisseurs et de consommateurs étrangers dans le cadre de politiques de partenariat entre elles-mêmes et les consommateurs des ressources touristiques;
- f) Etablissement de systèmes de formation aux activités du tourisme, en vue de favoriser l'émergence de cadres pour la conception et la gestion en matière de tourisme;
- g) Elaboration de politiques associant étroitement l'exploitation touristique, la préservation, la mise en valeur et l'utilisation/la gestion de l'environnement du milieu naturel et du cadre de vie;
- h) Commercialisation des produits, fondée sur une parfaite connaissance des objectifs nationaux de développement du tourisme ainsi que des aspirations des consommateurs nationaux, africains et étrangers et tenant compte des incidences socioculturelles et écologiques;
- i) Ratification et application, par les Etats membres, des dispositions des différentes conventions, traités et protocoles relatifs à la libre circulation des personnes et des services afin de favoriser le développement du tourisme intérieur et intra-africain;
- j) Amélioration des services de transport aérien entre les différents pays d'une sous-région donnée, et notamment octroi de droits élargis pour les vols programmés et les vols affrétés;

**B. Au niveau sous-régional**

**a) Afrique du Nord**

- i) Relance de la coopération sous-régionale en matière de tourisme et création en priorité d'un dispositif, relevant de l'Union du Maghreb arabe ou autonome, qui soit une structure sous-régionale de coopération et d'intégration en matière de tourisme. En application des directives de la Conférence des ministres africains du tourisme, la Commission économique pour l'Afrique propose la création/la remise en activité de l'organisation régionale du tourisme nord-africain

regroupant la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Jamahiriya arabe libyenne, l'Egypte et le Soudan;

ii) Création, dans le cadre de cette organisation, d'un dispositif de coopération entre les centres de formation professionnelle et reconnaissance des diplômes délivrés par les institutions de formation de la sous-région;

iii) Création de circuits inter-Etats maghrébins et nord-africains, en ayant pour but, d'une part, de resserrer la coopération et, d'autre part, de promouvoir le tourisme intra-africain ainsi que la libre circulation des nationaux des pays de la sous-région et d'autres pays africains;

iv) Présentation de pavillons "Afrique du Nord" lors des actions de commercialisation sur les marchés extérieurs et organisation de rencontres entre des professionnels du tourisme de la sous-région;

v) Prise de mesures visant à faciliter les voyages et les séjours touristiques, notamment en ce qui concerne les formalités d'immigration, les monnaies nationales, les transports et les communications.

b) Afrique de l'Ouest

i) Amélioration des outils de recherche et de promotion en matière de tourisme, grâce à l'organisation au niveau sous-régional de séminaires sur les données statistiques du tourisme;

ii) Création de circuits inter-Etats combinant les produits des pays côtiers et des pays sans littoral. Les programmes de commercialisation seront entrepris conjointement, avec une participation majoritaire des opérateurs. Transformation du Salon international de l'artisanat de Ouagadougou (SIAO) en Salon international de l'artisanat et de l'équipement hôtelier de Ouagadougou (SIAHO), conformément à la recommandation du séminaire sur le tourisme et l'artisanat organisé par le Salon international de l'artisanat de Ouagadougou en 1994;

- iii) Création et pérennisation d'un salon du tourisme et des loisirs de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ainsi que décidé par le Conseil des ministres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest à sa séance du 3 juillet 1991;
- iv) Promotion des petites et moyennes entreprises touristiques grâce à une assistance technique pour la formation professionnelle et adoption de mesures concrètes d'encouragement pour favoriser l'émergence d'opérateurs africains et pour leurs partenaires étrangers;
- v) Amélioration des services de transport aérien entre les différents pays de la sous-région, y compris l'octroi de droits élargis pour les vols réguliers et les vols affrétés;
- vi) Développement de la coopération inter-Etats en vue de l'harmonisation et de l'intégration de politiques et de programmes de développement du tourisme, en ayant pour but la création d'un espace unifié;
- vii) Dans le cadre communautaire, mise en oeuvre d'actions:
  - a) de promotion de projets communautaires dans les domaines tels que la formation, l'hébergement hôtelier, la promotion et la commercialisation des produits touristiques, ainsi que la promotion du tourisme national et du tourisme des jeunes;
  - b) pour l'harmonisation des normes de classement des hôtels et autres moyens d'hébergement touristique, des mesures de facilitation, harmonisation des méthodes et concepts des statistiques des voyages et du tourisme.
- c) Afrique centrale
  - i) Préparation de la période consécutive aux conflits, dans certains pays, en remettant en état, dans les centres urbains et aussi loin que possible, les infrastructures de réception. Ces établissements formeront la base de la relance



de l'industrie et, en attendant, serviront de centres de réception pour des investisseurs et des visiteurs, dans le cadre d'opérations générales de restauration;

- ii) Promotion des petites et moyennes entreprises touristiques, sous la forme de mesures d'encouragement, de formation et d'assistance technique pour les professionnels de ce secteur;
  - iii) Mise en place de mécanismes de coopération et de promotion conjointe au niveau sous-régional du type "Organisation du tourisme en Afrique centrale". Les organisations sous-régionales pour la coopération et l'intégration pourraient fournir une base provisoire pour la mise en place d'une telle structure;
  - iv) Promotion des circuits inter-Etats en facilitant les entreprises conjointes;
  - v) Mesures concrètes pour améliorer les mouvements des personnes dans la sous-région et avec les autres parties de l'Afrique : augmentation de la fréquence des vols reliant les pays sans littoral aux pays mieux desservis, facilitation des voyages et séjours.
- d) Afrique de l'Est
- i) Renforcement de la coopération entre Etats de la sous-région, entre institutions oeuvrant pour le développement, la coopération et l'intégration, y compris la mise en place de programmes communs d'exploitation des ressources et de mesures de facilitation, l'échange de connaissances spécialisées, la promotion conjointe et la mise en place de circuits inter-Etats;
  - ii) Au plan national, renforcement de la participation communautaire à la mise en valeur et à la gestion des ressources naturelles, y compris l'élaboration de mesures concrètes pour l'exploitation de la faune sauvage;
  - iii) Diversification des produits, y compris une plus grande attention aux ressources culturelles et à l'environnement social en maîtrisant les effets négatifs qui pourraient en naître;

- iv) Mise en place dans la partie nord de la sous-région d'un mécanisme de coopération et d'intégration touristique, y compris la mise en place de circuits inter-Etats;
  - v) Participation active des responsables du tourisme à la mise en place de mesures de facilitation touristique en vue de la promotion du tourisme intra-africain;
  - vi) Création d'un pôle commun de destination touristique englobant les produits insulaires et continentaux.
- e) Afrique australe
- i) Renforcement de la coopération sous-régionale comme étape d'une intégration panafricaine. L'Organisation régionale du tourisme en Afrique australe devrait être considérée comme étape vers la constitution d'ensembles plus vastes tels que définis par le Traité d'Abuja;
  - ii) Développement du tourisme intra-africain en facilitant la libre circulation des biens et des personnes, et la création de petites et moyennes entreprises;
  - iii) Valorisation des ressources humaines et coopération horizontale;
  - iv) Diversification des produits touristiques et création de circuits inter-Etats;
  - v) Mise en valeur et gestion des ressources naturelles (faune et flore) et des héritages culturels et sociaux aux fins du développement durable et soutenu du tourisme et d'une participation active des populations locales;
  - vi) Promotion des petites et moyennes entreprises nationales.

C. Tourisme et intégration africaine

- a) Promotion du tourisme intra-africain;
  - b) Promotion des circuits inter-Etats;
-

- c) Mise en place de produits touristiques inspirés des héritages culturels et naturels africains;
- d) Mise en place de mécanismes de coopération tant au niveau des politiques que pour les actions de développement, y compris la coopération entre professionnels;
- e) Promotion conjointe des produits touristiques africains et création de destinations de voyages attractives en Afrique;
- f) Mesures de facilitation des voyages et séjours touristiques en Afrique, y compris la libre circulation des biens et personnes en Afrique;
- g) Mise en oeuvre de la déclaration relative au projet Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture/Organisation mondiale du tourisme de route des esclaves adoptées par l'Organisation mondiale du tourisme à sa onzième session tenue au Caire (Egypte) en octobre 1995, en vue de promouvoir le tourisme, tout comme cela se fait pour les pays de l'Europe de l'Est et certains des pays de l'Europe de l'Ouest avec le projet de "route de la soie".
- h) Mise en commun des ressources disponibles pour le développement touristique, y compris la création d'institutions de formation professionnelle et la reconnaissance des diplômes délivrés dans les institutions de formation touristique nationales qui accepteront d'entrer dans le système.
- i) Elaboration d'un "Protocole pour le développement du tourisme en Afrique" annexe du Traité d'Abuja. Il est demandé aux Etats membres de collaborer à la préparation de ce document en faisant parvenir, au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique, dans les meilleurs délais possibles, leurs suggestions.
- j) Organisation du Salon africain du tourisme : les secrétariats de l'Organisation de l'Unité africaine et de la Commission économique pour l'Afrique sont chargés de mettre sur pied le Comité d'organisation qui serait composé d'experts des divisions chargées du tourisme des communautés économiques régionales africaines, experts qui seraient désignés selon le principe de la répartition géographique équitable et qui auraient à planifier et organiser le deuxième Salon africain du tourisme en collaboration avec l'Union européenne, l'Organisation mondiale du tourisme et d'autres organismes internationaux.

**D. Dispositions générales**

- a) Création, lorsque ce n'est pas encore le cas, de départements ministériels autonomes et spécifiques au tourisme;
  - b) Renforcement au sein de la Commission économique pour l'Afrique du Groupe du Tourisme afin qu'il puisse répondre aux besoins croissants en assistance technique des Etats membres;
  - c) Allocation par les Etats, au secteur du tourisme des crédits sur les budgets nationaux pour accélérer le développement du tourisme. La Banque africaine de développement devrait prévoir des prêts au développement du tourisme dans son portefeuille de prêts. Cette mesure réduirait la dépendance vis-à-vis de sources extérieures pour le financement de projets de tourisme;
2. Demande à la Commission économique pour l'Afrique de convoquer une réunion des ministres du tourisme, du transport et de l'aviation ainsi que des organisations et associations internationales et nationales concernées en vue d'accroître la contribution du transport aérien à la promotion et au développement du tourisme en Afrique;

3. Demande en outre à la Commission de conduire :

- a) En collaboration avec l'Organisation mondiale du commerce, une étude sur les effets de "l'Accord général sur le commerce des services (AGCS/GATS)" sur le développement du tourisme en Afrique; et
- b) En collaboration avec l'Union européenne, une concertation en vue d'harmoniser les relations contractuelles entre les opérateurs européens du tourisme et leurs partenaires africains principalement dans le cadre d'accords commerciaux relatifs aux prestations de services.

**E. Suivi**

4. Prie également la Commission de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour assurer la bonne mise en oeuvre de ces dispositions et d'apporter son assistance technique aux Etats membres, aux organisations sous-régionales ainsi qu'aux associations de professionnels et organisations non gouvernementales intéressées pour la réalisation des projets découlant desdites dispositions.

5. Prie le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique de rendre régulièrement compte aux organes législatifs de la Commission.

824 (XXXI). Suivi des conférences de Dakar et de Beijing : Mise en oeuvre des plates-formes d'action mondiale et regionale pour la promotion de la femme

La Conférence des ministres,

Notant avec satisfaction que les plates-formes d'action africaine et mondiale sont une synthèse positive des perspectives et priorités nationales, lesquelles sont une stratégie indispensable pour une action engagée et concertée aux niveaux national, sous-régional, régional et international en vue d'accélérer la réalisation de notre objectif de développement dans les années 90 et au-delà,

Connaissant l'impérieuse nécessité et les implications de la mobilisation de toutes les ressources humaines, techniques, matérielles, physiques et financières disponibles aux niveaux national, régional et international,

Consciente de l'importance d'une sensibilisation continuelle afin de susciter un engagement en faveur d'une action concrète,

Rappelant la résolution 802 (XXX) de la Conférence des ministres de la CEA relative à la Plate-forme d'action : Position commune africaine pour la promotion de la femme et la Déclaration d'Addis-Abeba concernant la Plate-forme d'action africaine de Dakar adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine<sup>6</sup>,

1. Demande instamment aux ministres africains de sensibiliser leurs gouvernements respectifs à la nécessité de continuer à promouvoir la mise en oeuvre des plates-formes régionale et mondiale conformément à la Déclaration d'Addis-Abeba (AHG/Decl.2 (XXXI))

2. Prie instamment :

a) L'Organisation de l'unité africaine, la Commission économique pour l'Afrique et la Banque africaine de développement de jouer un vigoureux rôle de coordonnateur et de catalyseur dans la mise en oeuvre des plates-formes d'action à l'échelon régional;

---

<sup>6</sup> AHG/Decl.2 (XXXI) .

b) Les organisations sous-régionales de créer des mécanismes pour faciliter leurs activités de mise en oeuvre;

c) Les gouvernements de créer, d'améliorer et de renforcer suivant les besoins les dispositifs nationaux ayant les capacités et le poids politique suffisants pour influencer sur les politiques et les programme, ainsi que de suivre et de coordonner le processus de mise en oeuvre;

3. Demande à la Commission économique pour l'Afrique :

a) D'établir une banque de données sur les acquis d'expérience nationaux sur les femmes, l'équité entre les sexes et le développement, diffuse des informations en vue, le cas échéant, de leur éventuelle reproduction et de faire participer des personnalités africaines éminentes aux campagnes de mise en oeuvre du Programme d'action mondial et des plates-formes d'action régionales;

b) De revitaliser les activités des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets, notamment en leur allouant des ressources suffisantes pour faciliter la coordination des programmes en faveur des femmes dans les sous-régions;

4. Demande que le Bureau de la cinquième Conférence régionale africaine sur les femmes, en collaboration et en consultation avec la Commission et l'Organisation de l'unité africaine, joue un rôle de plaidoyer complémentaire dans la mise en oeuvre des plates-formes d'action;

5. Recommande aux gouvernements, en tant que stratégie de mise en oeuvre du Programme d'action mondial et des plates-formes d'action régionales, de démarginaliser les femmes dans tous les secteurs des programmes nationaux, et pour ce faire, tous les ministères, en particulier les ministères responsables de la condition féminine, devraient prendre en considération dans leurs domaines respectifs les éléments des plates-formes et allouer les ressources nécessaires en vue de leur application;

6. Recommande en outre aux gouvernements et à tous les acteurs du développement d'éviter la compétition dans leur recherche de ressources en vue de la mise en oeuvre des plates-formes, et ce, en créant de nouvelles instances de consultation entre les gouvernements et les organisations non gouvernementales, et à mesure que de nouvelles sources de financement sont identifiés, de prendre des dispositions pour réduire les gaspillages de ressources - multiplicité des réunions, irrégularités de gestion des fonds publics, etc.;

7. Engage la Commission à :

a) Organiser un groupe multidisciplinaire d'experts chargé d'établir un rapport détaillé sur l'impact de la dette et des programmes d'ajustement structurel sur les femmes et sur la faisabilité des remèdes qui ont déjà été proposés; et

b) Créer une tribune permettant aux femmes d'échanger leur vision à long terme et leurs idées sur la communauté et le développement dans le contexte de la globalisation;

8. Demande instamment aux gouvernements, aux organisations non gouvernementales, au secteur privé et à tous les acteurs du développement : de veiller à l'instruction scientifique et technique de l'ensemble des femmes et des hommes de sorte qu'ils puissent effectivement utiliser la science et la technologie pour satisfaire leurs besoins fondamentaux; de garantir un accès égal des femmes et des hommes à une formation de niveau élevé en science et en technologie et faire en sorte qu'ils embrassent des carrières de technologie, de scientifique, d'ingénieur, etc.; de veiller à ce que l'ensemble des femmes et des hommes aient un accès égal à l'information et au savoir dont ils ont besoin pour améliorer leur niveau de vie et la qualité de leur vie; et de réaliser l'équité entre les sexes dans les institutions scientifiques et technologiques, y compris les organes de prise de décision.



825 (XXXI). Décoration du nouveau Centre de conférence des Nations Unies à Addis-Abeba

La Conférence des ministres,

Notant avec satisfaction que la construction du nouveau Centre de conférence des Nations Unies à Addis-Abeba a été menée à terme,

Heureux de constater que le Centre est désormais opérationnel,

Rappelant que le secrétariat a proposé que le Centre soit décoré de façon à refléter la richesse du patrimoine culturel africain,

1. Lance un appel aux Etats membres pour qu'ils soutiennent le projet de décoration et désignent des artistes qui participeront à la conception et à la coordination du projet de décoration;
2. Exhorte les Etats membres à contribuer généreusement à la décoration du Centre.

**B. DECISIONS ADOPTEES PAR  
LA CONFERENCE DES MINISTRES**

**DEC.1 (XXXI). Décision concernant le remplacement des membres du Conseil d'administration de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP)**

**La Conférence des ministres décide qu'à compter du 1er janvier 1997 la composition du Conseil d'administration de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) sera la suivante :**

- a) **Sous-région de l'Afrique du Nord : Maroc, Jamahiriya arabe libyenne et Tunisie;**
- b) **Sous-région de l'Afrique de l'Ouest : Guinée, Nigéria et Togo;**
- c) **Sous-région de l'Afrique centrale : Congo, République centrafricaine et Rwanda;**
- d) **Sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe : Ethiopie, Malawi et Swaziland.**

DEC.2 (XXXI). Décision concernant l'affinement des objectifs et du but à long terme du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD)

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 621 (XXII) du 24 avril 1987 adoptant les Statuts du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement,

Ayant à l'esprit sa résolution 651 (XXIII) du 15 avril 1988, relative au barème des contributions au budget ordinaire du Centre,

Prenant en compte sa résolution 741 (XVIII) du 22 avril 1992 et la décision 2 (XXV) du 2 mai 1994 portant respectivement sur le programme de travail et le budget du Centre pour 1992-1994 et 1994-1996,

Rappelant également sa résolution 755 (XXVIII) du 4 mai 1993, concernant la qualité de membre du Conseil d'administration du Centre,

Ayant également à l'esprit les résolutions pertinentes et le rapport sur la rationalisation et l'harmonisation des institutions parrainées par la Commission économique pour l'Afrique,

Ayant pris note du rapport de la huitième session du Conseil d'administration du Centre tenue à Niamey (Niger) du 27 au 29 mars 1996,

## I

### BUTS ET OBJECTIFS

1. Décide :

- a) De réorienter les buts et objectifs à moyen et à long terme du Centre afin de les rendre mieux à même de répondre aux nouveaux besoins socio-économiques des Etats membres.

But à long terme du Programme du Centre

b) Le Centre devra agir en tant qu'institution africaine chargée de la veille météorologique et climatologique pour l'Afrique, et pour ce faire :

- i) Diffuser régulièrement auprès des pays africains des prévisions météorologiques et climatiques à moyen et à long terme;
- ii) Fournir des alertes météorologiques avancées sur la sécheresse et les cyclones tropicaux et d'autres événements météorologiques et climatiques extrêmes;

c) Le Centre devra être le centre d'excellence africain pour les applications de la météorologie au développement et, partant, devra :

- i) Renforcer les capacités intersectorielles des applications météorologiques au profit d'un développement socio-économique national, et ce en améliorant et en élargissant la portée des services météorologiques nationaux et en développant les infrastructures de communication; en ayant pour but de maximiser le coût-bénéfice et d'optimiser l'utilisation des informations et produits météorologiques et climatiques;
- ii) Développer des méthodologies et des techniques d'application à l'échelon national et sous-régional;
- iii) Renforcer la participation africaine aux programmes mondiaux de la Veille météorologique et climatique;
- iv) Dispenser une formation spécialisée aux professionnels et aux acteurs du développement africains dans le domaine visé, et
- v) Entretenir un dispositif de recherche approprié et développer des réseaux et des banques de données régionales et les mettre à la disposition des programmes de recherche de la région.

Objectifs à moyen terme

- vi) Fournir des produits répondant aux besoins des Etats Membres et venant compléter les capacités des services météorologiques nationaux afin d'en accroître l'efficacité et l'impact;
- vii) Contribuer au renforcement et au développement des capacités des services météorologiques nationaux pour en élargir la portée, intersectorielle en particulier, et faciliter leur interaction régulière avec les utilisateurs finaux y compris les services gouvernementaux et les autres utilisateurs privés; et
- viii) Participer aux programmes météorologiques et climatiques mondiaux pour le bénéfice des Etats membres;

II

**COMITE SCIENTIFIQUE CONSULTATIF**

2. Décide aussi d'établir un comité scientifique consultatif (SACOM) auprès du Conseil d'administration. Le Comité est le principal organe chargé d'informer le Conseil d'administration sur toutes les questions scientifiques liées aux activités de l'ACMAD et, en vue de lui présenter des propositions et recommandations pertinentes, il devra s'acquitter des fonctions suivantes :

a) Veiller à ce que le contenu scientifique des programmes et des produits du Centre répondent aux conditions et aux normes régionales en vue d'atteindre les objectifs à moyen et à long terme du Centre et, pour ce faire :

- i) passer en revue et évaluer les produits et les services du Centre en tenant compte des objectifs du Centre et des besoins exprimés par les utilisateurs;
- ii) Recommander au Conseil d'administration une infrastructure scientifique appropriée pour élaborer les produits du Centre;

- iii) examiner les besoins en personnel scientifique et technique du Centre, compte tenu des activités retenues et fournir des directives pour le recrutement des cadres scientifiques;
  - iv) Procéder périodiquement à des évaluations scientifiques avec le Directeur général pour faciliter la réalisation des activités dans le cadre des objectifs assignés au Centre;
- b) Réviser les objectifs du Centre en fonction des nouveaux progrès économiques et scientifiques ou de toute autre question scientifique susceptible de contribuer au renforcement des activités du Centre;
- c) Analyser les réactions des principaux utilisateurs des produits et services du Centre pour mieux répondre à leurs besoins et mettre à jour périodiquement la liste des utilisateurs;
- d) Mettre au point des mécanismes pour préciser les besoins des utilisateurs et pour évaluer l'utilité des produits et des services du Centre;
- e) Assurer le suivi des progrès scientifiques dans les domaines relevant des compétences du Centre;
- f) En fonction des objectifs et des produits du Centre, examiner et rationaliser les programmes d'activité et identifier les nouveaux besoins en personnel au cours des trois prochaines années à commencer par 1997 en vue de prendre des mesures immédiates;

3. Décide en outre que le Comité scientifique consultatif sera composé de sept éminents scientifiques désignés à titre individuel par le Conseil d'administration du Centre pour un mandat de quatre années avec un renouvellement de 50% tous les deux ans. Les partenaires proposeront la candidature d'un de ces sept membres. Le Centre sera responsable du secrétariat du Comité.

### III

#### PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET (MAI 1996 - AVRIL 1998)

4. Approuve le programme de travail pour l'exercice biennal allant de mai 1996 à avril 1998 tel que proposé par le Conseil d'administration et axé sur :

- a) Les prévisions météorologiques et climatiques à l'échelle régionale (Afrique);
- b) Les applications et le renforcement des capacités y relatif, en particulier le développement des réseaux et des infrastructures et le renforcement au niveau national (pays membres).

### IV

#### QUESTIONS STATUTAIRES

##### A. Composition du Conseil d'administration

5. Décide également, compte tenu du lancement de la période de démonstration du programme du Centre (1996-1997), de maintenir l'actuelle composition du Conseil d'administration pour encore deux ans, jusqu'en mai 1998;

##### B. Barème des contributions au titre du budget ordinaire du Centre

6. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, en étroite collaboration avec le Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale et le Directeur général du Centre d'examiner le barème des contributions au titre du budget ordinaire du Centre en vue de son actualisation pour tenir compte des nouveaux Etats membres;

7. Décide à nouveau que le présent barème des contributions restera en vigueur jusqu'à ce que le nouveau barème, issu de l'examen, prenne effet et que les Etats membres concernés commencent à verser leurs contributions à compter de l'année de leur ratification des statuts du Centre.



8. Actualise les contributions annuelles des Etats Membres en tenant compte de l'admission de l'Afrique du Sud, de l'Erythrée et de la Namibie qui n'étaient pas membres de la Commission économique pour l'Afrique au moment où le Centre a été créé (avril 1987) et ce, en appliquant les pourcentages suivants en attendant la mise à jour :

<u>Pays</u>	<u>Pourcentage</u>	<u>Contribution (en dollars E.-U.)</u>
Afrique du Sud	8,00	80 000
Erythrée	0,65	6 500
Namibie	1,08	10 800

#### C. Règlement du personnel

9. Invite en outre le Secrétaire exécutif de la CEA, en étroite collaboration avec le Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale et le Directeur général du Centre, à réviser le règlement du personnel pour l'actualiser en fonction de l'évolution du Centre et son environnement de travail.

#### V

#### CONCLUSION

10. Demande à la Commission économique pour l'Afrique, par l'intermédiaire de son Centre multinational de programmation et d'exécution de projets de Niamey, de continuer de contribuer à l'administration financière du Centre;

11. Demande encore une fois au Secrétaire exécutif de la Commission et au Secrétaire général de l'Organisation mondiale de la météorologie (OMM) de rendre compte à la prochaine réunion de la Conférence de la mise en oeuvre de la présente décision.

DEC.3 (XXXI). Revitalisation et renforcement du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement

La Conférence des ministres,

Résolue à appliquer les recommandations de la plate-forme régionale et du Programme d'action mondial pour la promotion de la femme;

Consciente de l'importance d'une coordination, d'un suivi et d'une évaluation efficaces du processus de mise en oeuvre, et de la nécessité impérieuse de renforcer le Comité régional africain de coordination pour qu'il soit à même de s'acquitter de ses fonctions de coordination et d'évaluation dans le processus de mise en oeuvre à l'échelon régional,

Décide d'introduire les modifications suivantes dans la composition du Comité régional africain de coordination :

- a) Le nombre des pays de la sous-région desservie par le Centre multinational de programmation et d'exécution de projets de Niamey et membres du Comité sera porté de trois à quatre;
  - b) Le nombre des pays de la sous-région desservie par le Centre multinational de programmation et d'exécution de projets de Lusaka et membres du Comité sera porté de trois à six;
  - c) Le pays présidant la Conférence régionale africaine sur les femmes deviendra membre du Comité régional africain de coordination jusqu'à la prochaine Conférence régionale africaine;
  - d) La Commission économique pour l'Afrique définit clairement et précisément les critères d'affiliation aux bureaux sous-régionaux et régionaux du Comité;
  - e) La Commission établit les principes d'un roulement des membres des Bureaux conformément aux règlements et règles de l'Organisation des Nations Unies;
  - f) La Commission procède périodiquement à des évaluations de la performance du Comité régional africain de coordination aux échelons sous-régionaux;
-

**C. RESOLUTIONS DES ORGANES  
SUBSIDIAIRES PORTEES A L'ATTENTION  
DE LA CONFERENCE DES MINISTRES**

Position commune africaine pour la sixième session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

La Conférence des ministres africains de l'industrie,

Rappelant la décision IDB.10/19 relative à l'adoption de l'ordre du jour provisoire de la sixième session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et des points supplémentaires et soulignant la nécessité pour les pays africains de préparer soigneusement cette session,

Ayant à l'esprit le Programme d'action du Caire adopté par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine à sa dix-septième session extraordinaire,

Préoccupée par l'effet néfaste de la crise économique mondiale persistante sur l'économie fragile des pays africains, crise qui a été exacerbée par l'accroissement de la dette extérieure, l'effondrement des prix des produits de base et la diminution, en termes réels, des apports de ressources à l'Afrique,

Tenant compte des changements qui se sont produits dans le monde dans les domaines politique, économique et social, en particulier la création de l'Organisation mondiale du commerce,

Déterminée à faire en sorte que le secteur industriel contribue efficacement au redressement économique, au développement durable et à l'intégration de l'Afrique, qui est le continent le moins industrialisé, comptant le plus grand nombre de pays les moins avancés,

Soulignant l'importance de la sixième session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en tant que tribune propre à promouvoir la coopération internationale en faveur de l'industrialisation et de la transformation structurelle des économies africaines,

Consciente de la nécessité de renforcer et d'accroître la capacité de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel pour permettre à cette dernière de continuer de répondre efficacement aux besoins des pays africains,

1. Adopte la Position commune africaine ci-jointe en vue de la sixième session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel;

2. Exprime son ferme appui à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, dont le rôle est crucial dans le soutien à l'industrialisation de l'Afrique, et sa profonde préoccupation devant les graves menaces qui pèsent sur cette organisation qu'il faudrait au contraire renforcer et financer adéquatement;

3. Prie le Président de la douzième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie d'organiser à Vienne une réunion préparatoire des délégations africaines avant l'ouverture de la sixième session de la Conférence générale;

4. Engage tous les pays africains à participer activement à la sixième session de la Conférence générale, en vue d'assurer l'adoption de la Position commune africaine;

5. Demande au Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine et au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de fournir l'aide nécessaire aux délégations africaines à la sixième session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel;

6. Demande en outre au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies de communiquer le rapport de la douzième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie, y compris la position commune africaine, à tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et de le soumettre en tant que document officiel à la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, à sa sixième session.

Développement du secteur privé pour l'industrialisation en Afrique

La Conférence des ministres africains de l'industrie,

Rappelant la résolution 47/177 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1992 relative à l'adoption du programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique,

Rappelant en outre la résolution 781(XXIX) de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique sur le développement du secteur privé en vue d'accélérer la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique et au-delà,

Notant que le secteur privé a joué un rôle fondamental dans le développement économique et industriel des pays développés et des pays nouvellement industrialisés,

Tenant compte de la nécessité d'assurer une participation pleine et entière de l'ensemble des agents de production, de distribution et de prestation de services dans le processus d'industrialisation des économies africaines,

Consciente de l'importance des investissements privés pour la croissance et le développement des pays africains,

Soucieuse de voir les pays africains créer un environnement favorable au développement du secteur privé, local comme étranger,

1. Prend note du rapport sur la participation du secteur privé à l'exécution du programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique;

2. Lance un appel aux pays africains afin qu'ils redoublent d'efforts pour créer et maintenir un environnement propice au développement du secteur privé et à l'accroissement des flux de capitaux privés, en particulier dans les activités productives, grâce à l'établissement du cadre macro-économique nécessaire qui mettrait l'accent sur l'amélioration des capacités requises pour le développement des infrastructures et la mise en valeur des ressources humaines;

3. Invite les gouvernements africains ainsi que les institutions bancaires et financières nationales, sous-régionales et régionales à utiliser l'épargne intérieure disponible grâce à la mise en place d'un mécanisme approprié de financement et à la prise de mesures incitatives susceptibles d'acheminer cette épargne vers des investissements plus productifs;

4. Invite en outre tous les partenaires de développement de l'Afrique à prêter leur concours économique, technique et financier aux pays africains dans les efforts qu'ils déploient en vue du développement économique et industriel.

Assistance aux pays africains d'accueil connaissant une dégradation de l'environnement provoquée par l'afflux de réfugiés

La Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement,

Rappelant les chapitres pertinents du programme Action 21, en particulier ceux portant sur la maîtrise de l'évolution et des pressions démographiques, la prévention et l'inversion de la désertification ainsi que la gestion des écosystèmes,

Ayant examiné la situation des réfugiés dans les pays d'accueil,

Ayant examiné en outre les conséquences de la dégradation de l'environnement provoquée par les besoins humains des réfugiés,

Notant avec satisfaction l'assistance humanitaire qu'apporte la communauté internationale aux réfugiés,

Considérant le Mémorandum spécial sur l'examen global à mi-parcours de la mise en oeuvre du Programme d'action pour les pays les moins avancés, dans lequel la détérioration de la situation dans les pays les moins avancés d'Afrique a été soulignée,

Considérant en outre le fait qu'en raison de l'ampleur du problème, la planification pour le développement durable et l'environnement dans les zones occupées par les réfugiés est hors de portée des pays d'accueil,

1. Lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle continue de dispenser une assistance humanitaire aux réfugiés;

2. Demande que l'assistance humanitaire internationale d'urgence et l'aide au développement soient également fournies aux communautés locales vivant dans le voisinage des camps de réfugiés;



3. Demande en outre qu'une assistance financière et technique internationale supplémentaire soit accordée aux pays d'accueil pour le relèvement des zones connaissant une dégradation de l'environnement et une détérioration de l'infrastructure économique et sociale dues à l'afflux et à la présence des réfugiés;

4. Fait appel à la communauté internationale afin qu'elle accorde une attention particulière aux pays africains dont les problèmes économiques et sociaux sont aggravés par l'afflux de réfugiés.

Justification et champ d'action de la Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement

La Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement,

Ayant pris connaissance et discuté abondamment du rapport du Comité d'experts (réuni du 4 au 7 mars 1996), notamment en ses paragraphes 16 à 23,

Notant que les dispositions de la résolution 757 (XXVIII) de la Commission abolissant la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement ne peuvent être appliquées du fait du statut institutionnel de cette Conférence en tant qu'institution intergouvernementale régionale indépendante,

Consciente de la nécessité :

- a) D'encourager la concertation la plus large possible avant la création d'organes intergouvernementaux;
- b) D'encourager les organes dont le fonctionnement repose sur des principes de rationalité éprouvés,
- c) D'éviter, autant que faire se peut, les doubles emplois entre organismes dans la poursuite du développement durable;

1. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de mener des concertations dans les meilleurs délais possibles avec le Bureau de la Conférence des ministres africains de l'environnement et les secrétariats de l'Organisation de l'unité africaine et du Programme des Nations Unies pour l'environnement en vue de trouver un accord durable autour de la question des champs d'action de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement et de la Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement,

2. Demande aussi au secrétariat de la Commission de faire rapport à la Conférence des ministres à sa prochaine session en mai 1996 sur les résultats des concertations;

3. Demande en outre que la solution trouvée soit portée à la connaissance des parties intéressées par le secrétariat de la Commission bien avant la tenue de la prochaine session de la Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement, prévue en 1997 à Dakar.

Mise en oeuvre du programme Action 21La Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement,

Rappelant la résolution 757(XXVIII) de la Conférence des ministres responsables du développement économique et social et de la planification de la Commission économique pour l'Afrique portant restructuration des organes délibérants de la Commission et création de la Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement, en tant que conférence ministérielle thématique,

Ayant examiné le rapport sur l'évaluation de la mise en oeuvre du programme Action 21 dans le cadre de la Position commune africaine,

Ayant également examiné le projet de directives pour le suivi des progrès enregistrés dans le renforcement des capacités de gestion cruciales en matière d'environnement en vue d'un développement durable en Afrique,

Ayant connaissance des activités diverses entreprises par la Commission du développement durable pour suivre la mise en oeuvre du programme Action 21 aux niveaux national et régional, y compris la mise au point d'indicateurs du développement durable,

Reconnaissant la nécessité d'avoir des outils, notamment des indicateurs pour suivre et évaluer l'incidence de la mise en oeuvre du programme Action 21 et les progrès réalisés dans les différents domaines y relatifs, dans le contexte régional,

Ayant également connaissance des divers obstacles auxquels les Etats membres se heurtent dans l'exécution de leurs programmes, notamment les difficultés financières, les catastrophes naturelles ou de guerre et l'absence de capacités (humaines et institutionnelles),

Reconnaissant en outre la nécessité de tenir à jour une base de données régionale actualisée sur les activités relatives à l'environnement et au développement durable dans la région, afin de faciliter l'accès des Etats membres et des partenaires de développement de l'Afrique aux données pertinentes,

1. Décide d'adopter les "Directives pour le suivi des progrès enregistrés dans le renforcement des capacités de gestion cruciales en matière d'environnement en vue du développement durable en Afrique", comme outil-cadre pour l'harmonisation des activités connexes dans la région;
  2. Exhorte les Etats membres à assurer un suivi et une évaluation continus dans le cadre des activités entreprises au titre de leurs programmes Action 21 nationaux et à créer une base de données à cette fin;
  3. Encourage les Etats membres à mettre en place un système d'information géographique pour améliorer la collecte de données nationales et la surveillance de l'environnement et contribuer à la base de données régionale lorsqu'elle sera créée;
  4. Invite le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ainsi que tous les organismes des Nations Unies opérant en Afrique, les secrétariats des diverses conventions découlant de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, de même que la communauté internationale à soutenir la mise en place de ces bases de données et d'autres mécanismes pour la surveillance et l'évaluation de l'environnement en Afrique;
  5. Exhorte en outre la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement à poursuivre la promotion de toutes les activités relatives au renforcement des capacités et à la surveillance de l'environnement, en particulier la mise en place de systèmes nationaux d'information géographique à cet effet;
  6. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement et le secrétariat de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement d'aider les Etats membres à appliquer la présente résolution, notamment à mobiliser les ressources nécessaires;
  7. Demande en outre au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de faire rapport à la première réunion du Comité ministériel de suivi des Quinze sur l'application de la présente résolution.
-

Etablissements humains

La Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement,

Considérant que les établissements humains constituent un élément important du développement durable,

Considérant également les déséquilibres au plan de la qualité, du cadre et des conditions de vie entre zones rurales et zones urbaines dans les pays africains,

Consciente que seule une amélioration des conditions de vie en milieu rural peut réduire l'exode vers les centres urbains et atténuer les conséquences négatives sur le plan de l'environnement,

Rappelant la résolution 47/180 du 22 décembre 1992 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II),

Rappelant également la résolution 772(XXIX) de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique sur la préparation de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, (Habitat II),

1. Demande aux Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique de faire du secteur des établissements humains une de leurs priorités de développement et de mobiliser les ressources pour la formulation et l'application de politiques, stratégies et programmes en la matière en vue d'atténuer les déséquilibres entre zones rurales et zones urbaines;

2. Invite la Commission économique pour l'Afrique à s'adresser aux institutions internationales pour qu'elles appuient les Etats membres dans le secteur des établissements humains en vue de la formulation et de la mise en oeuvre d'une politique cohérente d'aménagement du territoire.

3. Invite instamment les représentants africains à la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) prévue à Istanbul à refléter pleinement la Position commune adoptée à Johannesburg en octobre 1995 sur les recommandations finales et le Programme d'action (Programme pour l'habitat) que la Conférence adoptera;

4. Recommande au Secrétaire exécutif de la Commission de faciliter les discussions avec les autres commissions régionales et leurs Etats membres sur les paragraphes du Programme pour l'habitat toujours en suspens en vue de résoudre rapidement les questions soulevées dans ces paragraphes à la Conférence d'Istanbul.